

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS
DE
L'ACCIDENT DU TRAVAIL

d'après la loi du 9 Avril 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

Présentée et soutenue le Mercredi 6 Novembre 1912, à 3 h.

PAR

J. LANTIÉRI

Président : M. CAPITANT

Suffragants : { MM. GIDE
PERCEROU

CHATOU
IMPRIMERIE CH. CORNIER
23, RUE DE SAINT-GERMAIN, 23

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS
DE
L'ACCIDENT DU TRAVAIL

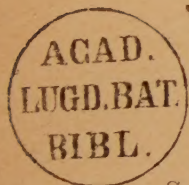
d'après la loi du 9 Avril 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

Présentée et soutenue le Mercredi 6 Novembre 1912, à 3 h.

PAR

J. LANTIERI



Président : M. CAPITANT

Suffragants : { MM. GIDE
PERCEROU

CHATOU
IMPRIMERIE CH. CORNIER
23, RUE DE SAINT-GERMAIN, 23

1912

INTRODUCTION

Des risques qui menacent toute vie humaine et particulièrement celle des travailleurs, le risque accidents, plus souvent désigné sous le nom de risque professionnel, est celui dont le législateur français s'est, à bon droit, le plus vivement préoccupé. Il nous reste encore beaucoup à faire, mais, sauf quelques lacunes faciles à combler d'ailleurs, notre législation sur le risque accidents n'aura bientôt rien à envier aux législations étrangères.

Cette sollicitude du législateur s'explique aisément : le risque accidents est celui auquel les travailleurs se trouvent plus particulièrement exposés, c'est aussi celui dont les conséquences sont pour eux et leurs familles les plus brutales, les plus inattendues. Elles frappent le travailleur en pleine vigueur ; de l'individu tout à l'heure valide et en pleine puissance de production, l'accident fait un infirme ou un cadavre. On peut se prémunir contre le risque vieillesse, dont l'échéance est lointaine, on peut dans les périodes de travail et de gain, économiser pour s'assurer une vieillesse tranquille ; mais

comment parer aux conséquences de l'accident qui vous frappera peut-être demain ?

Il était donc du droit et du devoir du législateur de se préoccuper de la question des accidents de travail et de la solutionner au mieux des intérêts du travailleur et de ceux qui l'emploient.

Le législateur n'a point manqué à cette tâche. La prévention des accidents, dont beaucoup étaient dus à l'absence des plus élémentaires précautions, a été organisée notamment par la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et par le grand nombre de décrets rendus pour l'exécution de la dite loi. La réparation, question bien plus importante que celle de prévention, a été assurée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail qui est bien, sans contestation possible, la plus grande loi sociale votée sous la troisième République.

On en connaît les principes : suppression de l'obligation pour la victime de prouver qu'il y a faute du patron, indemnité forfaitaire et transactionnelle, simplification de la procédure, garantie du paiement des indemnités.

Ils sont aujourd'hui si familiers qu'il semble inutile de les commenter. C'est que l'idée du risque professionnel, introduite par la loi du 9 avril 1898, gagne chaque jour du terrain.

Cette idée qui paraissait si audacieuse à son apparition, est aujourd'hui définitivement entrée dans nos mœurs et dans nos lois. Son domaine, qui ne comprenait primitivement que l'industrie, s'étend aujourd'hui à

l'agriculture, en partie (loi du 30 juin 1899) et à toutes les exploitations commerciales (loi du 12 avril 1906).

Un grand nombre de propositions et de projets de lois sont déposés à l'effet de l'étendre à ceux qui n'en bénéficient pas encore : ouvriers agricoles sans distinction, gens de maison, détenus, etc.

Il n'est pas jusqu'aux militaires auxquels on ne se propose de le rendre applicable.

Le domaine d'application de la loi du 9 avril 1898 s'étend donc peu s'en faut à tous ceux qui se trouvent liés par un contrat de travail. C'est dire qu'il est presque illimité. Chaque année le nombre des affaires soumises aux Tribunaux et dans lesquelles est invoquée la loi du 9 avril 1898 devient plus élevé. Le nombre des accidents déclarés, qui était en 1901 de 229.162 passe à 259.882 en 1905, 359.407 en 1906 (1), 412.278 en 1910 (2). Pour le seul Tribunal de la Seine, il n'y a pas eu moins de 10 000 affaires inscrites d'accidents du travail pendant l'année 1911 ; en 1910 il y en avait eu 7.800, en 1909, 7.694. Ces chiffres ont, à eux seuls, une singulière éloquence.

Il va sans dire qu'une telle loi soulève des controverses innombrables, il n'est presque pas un de ses articles qui n'ait donné lieu à des décisions de jurisprudence à des discussions de doctrine contradictoires. Mais de toutes les

(1) Rapports annuels du Ministère du Travail aux Procureurs de la République sur l'application de la loi du 9 avril 1898.

(2) Bulletin de l'Office du Travail janvier 1912 page 27. Cette statistique ne comprend pas les accidents survenus dans les mines et industries annexes qui ne sont pas soumises au contrôle de l'inspection du travail.

questions qui se posent à l'esprit de celui qui étudie la loi du 9 avril 1898, il en est peu qui soient aussi intéressantes et aussi importantes que celle de savoir quels sont les éléments constitutifs de l'accident du travail d'après la dite loi et d'après la jurisprudence qui a dû l'interpréter. Cette question est la base même de la loi. C'est elle que nous voulons étudier.

Nous supposerons que les autres conditions posées par le législateur pour que la loi du 9 avril 1898 puisse recevoir son application sont remplies. Nous admettrons que le contrat de travail est valable, que l'entreprise dans laquelle l'accident est survenu est bien assujettie, qu'il n'y a pas de faute intentionnelle de la part de la victime. Nous nous placerons en présence de l'accident survenu à un salarié dans l'exercice de sa profession, nous nous demanderons quelles sont les conditions pour que cet accident soit un accident de travail. Que faut-il entendre, « par le fait de travail, ou à l'occasion du travail ? »

Cette question est surtout une question de fait. Sans doute la loi du 9 avril 1898 a posé des principes sur la matière, mais nous verrons que la jurisprudence a fait preuve, dans l'interprétation de ces principes, d'une très grande initiative.

Il est donc particulièrement intéressant de connaître cette interprétation et d'étudier son évolution.

C'est pour cela qu'après avoir dégagé les principes directeurs de la loi du 9 avril 1898 sur l'accident, nous donnerons à l'étude de la jurisprudence la plus grande place dans ce travail.

CHAPITRE PREMIER

L'ACCIDENT DU TRAVAIL ANTÉRIEUREMENT A LA LOI DU 9 AVRIL 1898

Ce chapitre ne présentant plus qu'un intérêt rétrospectif sera très rapidement traité. Nous nous bornerons à citer les tentatives faites par la doctrine et la jurisprudence pour "adapter" le Code Civil à l'état industriel, ainsi que les principales propositions de lois antérieures à la loi du 9 avril 1898.

On peut dire de la loi ce que l'on a dit de la nature : non facit saltus. Toutes les lois importantes sont précédées de recherches parfois très longues. Le plus souvent le législateur ne fait qu'exprimer d'une façon précise le sentiment de l'opinion. Il traduit dans le langage de quelques uns ce que tout le monde pense. Presque toujours la loi suit les mœurs ; l'initiative privée lui montre le chemin.

C'est ce qui s'est produit pour la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Depuis longtemps déjà la question de la réparation des accidents du travail était

soulevée. Le Code civil ne pouvait suffire à la résoudre : sous l'empire de ce code, en effet, l'ouvrier ne pouvait prétendre à une réparation que s'il établissait une faute à la charge de son patron.

Or, comme nous aurons l'occasion de le voir, les accidents du travail sont le plus souvent la conséquence d'un cas forfuit, d'une distraction ; il est rare que l'on puisse nettement leur assigner comme cause la faute du patron ou celle de l'ouvrier. Il en résultait donc que dans la plupart des cas (47 % d'après les statistiques) l'ouvrier victime d'un accident du travail ne pouvait en obtenir réparation. Il y avait là une injustice.

Aussi la jurisprudence comme la doctrine se préoccupaient-elles, ainsi que nous venons de le dire, d'« adapter » le Code civil à cette situation. Dans un but très louable, elles cherchaient les dispositions du Code civil susceptibles d'engager la responsabilité du patron, et par là même d'assurer à l'ouvrier une réparation.

Un jurisconsulte belge, M. SAINCTELETTE (1) et un jurisconsulte français, M. SAUZET (2), cherchaient le fondement de la responsabilité du patron dans le contrat de louage de travail. Il y a dans ce contrat, disaient-ils en substance, une clause tacite en vertu de laquelle le patron est tenu d'assurer la sécurité de ses ouvriers. Par suite, toutes les fois qu'un accident est survenu à l'un d'entre eux, c'est que le patron n'a pas, ou a mal

(1) SAINCTELETTE. Responsabilité et garantie (Bruxelles 1884).

(2) SAUZET. La responsabilité des patrons — Revue critique 1883, p. 618 et suivantes.

exécuté cette clause tacite. Il a manqué à l'une des prestations du contrat. Il doit donc réparation ; il n'en serait autrement que s'il établissait qu'il y a eu faute de l'ouvrier, cas fortuit ou force majeure. On voit immédiatement les conséquences favorables pour l'ouvrier d'un tel système qui renverse la preuve de l'accident.

Mais ce système, bien que constituant un progrès était encore notoirement insuffisant. Quoi de plus facile pour le patron que d'abroger par une clause expresse, cette clause tacite de sécurité ? Où est la disposition législative qui les en empêche ? Nulle part.

D'autres jurisconsultes, notamment MM. SALEILLES (1), JOSSERAND (2), cherchaient le fondement de la responsabilité non dans la faute, non dans le contrat, mais dans le fait que le patron était propriétaire de la machine, l'objet cause de l'accident. Ils s'appuyaient sur l'article 1384 du Code civil qui dispose, comme on le sait, qu'on est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, *ou de choses que l'on a sous sa garde*. Le patron étant propriétaire de l'objet a créé le risque et il doit le réparer.

De même que la précédente, cette théorie est, elle aussi, insuffisante. Les accidents du travail ne sont pas dus uniquement aux machines, à l'outillage, aux choses

(1) SALEILLES. Les accidents du travail et la responsabilité civile 1897 — c. note de D. 97. 1.433.

(2) JOSSERAND. De la responsabilité du fait des choses inanimées 1897.

inanimées : ils sont dus, comme nous le verrons plus loin, à bien d'autres causes encore. L'ouvrier peut être blessé par un de ses camarades, il peut faire un faux mouvement, une chute. Autant de cas dans lesquels la théorie du risque créée par la chose inanimée ne peut recevoir son application.

Sans être guidée par des principes bien certains, la jurisprudence se montrait de plus en plus libérale à l'égard des victimes d'accidents du travail. Certaines décisions admettaient la responsabilité du patron par le seul fait qu'il n'avait pas pris toutes les précautions possibles pour éviter les accidents et alors même que l'ouvrier avait commis des imprudences (1). Mais, si larges qu'ils fussent dans l'admission de la faute du patron et de sa preuve, les Tribunaux ne pouvaient rendre le patron responsable des accidents causés par la faute de l'ouvrier et des cas fortuits ou de force majeure (2). D'autre part, la jurisprudence est, le plus souvent, flottante et il est nécessaire, dans l'intérêt des justiciables de la fixer. C'est pourquoi l'intervention du législateur était indispensable pour faire passer définitivement dans la pratique l'idée du risque professionnel.

Toutefois, il n'est peut-être pas inutile de faire remarquer à ce sujet que l'idée du risque professionnel avait déjà reçu un commencement d'application pour

(1) Douai — 11 novembre 1889 — S. 94. 1, 36; Cass. 5 avril 1894. S. 97. 1. 229.

(2) Cass. 30 mars 1897. D. P. 97. 1.433.

une importante catégorie de travaux : les travaux publics. Dès avant loi du 9 avril 1898, pour les travaux de l'Administration des Ponts et Chaussées, l'entrepreneur était tenu, conformément aux dispositions d'un arrêté ministériel pris par M. Vivien le 15 décembre 1848, de fournir des soins et des indemnités aux ouvriers atteints de *maladies et d'accidents occasionnés par les travaux*.

L'entrepreneur subissait à cette effet une retenue de 1 % sur le montant de l'entreprise ; si les dépenses réelles étaient inférieures à la retenue, l'Administration remboursait la différence ; si elles étaient supérieures, l'Administration conservait l'excédent à sa charge. D'autre part il était d'usage constant accepté par l'ouvrier, qu'une retenue de 2 % fut prélevée sur son salaire pour le service médical. C'était en somme un système d'assurance obligatoire contre les maladies et les accidents (1).

Si l'intervention du législateur était nécessaire il faut reconnaître qu'il ne la ménagea pas. Depuis près de vingt ans, des propositions étaient déposées sur la matière. Leur nombre n'atteignit pas toutefois celui des propositions ou projets ayant précédé la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, nombre qui fut supérieur à 60 et qui, si l'on tient compte des projets sur l'invalidité, atteint même le

(1) Rapport de la commission chargée d'étudier l'ensemble des questions relatives aux marchés de travaux publics (1909) p. 117.

chiffre de 160. Il va de soi que nous ne nous attachons pas à chacune de ces propositions. Nous montrerons très rapidement l'évolution de la notion d'accident du travail à travers les travaux préparatoires.

La première proposition de loi sur les accidents du travail est due à M. Martin Nadaud qui la déposa le 19 mai 1880. En voici le texte, d'une extrême concision :

Article unique. — Lorsqu'un homme, louant son travail à un autre homme, s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime.

Nous sommes encore loin de l'accident du travail tel que nous le concevons aujourd'hui. La proposition de Martin Nadaud n'aboutissait en somme qu'au renversement de la preuve. Elle créait contre l'employeur une présomption de faute dont il ne pouvait se dégager qu'en administrant la preuve de la faute de son employé. Inversement, celui-ci bien qu'étant demandeur, n'avait donc pas, contrairement à l'art. 1316 du Code civil, à faire la preuve d'une faute à la charge du patron. Il y a lieu de remarquer en outre que la proposition Martin Nadaud s'étendait, à tout contrat de louage de travail et non pas seulement, comme la loi de 1898, au contrat de louage de travail intervenu entre un industriel ou un commerçant et un salarié.

C'est à Félix Faure que revient l'honneur d'avoir déposé le premier projet de loi s'inspirant nettement de

l'idée du risque professionnel. Les accidents du travail, disait Félix Faure, sont la triste conséquence du travail lui-même. C'est, en résumé, toute la théorie de l'accident du travail risque professionnel. L'article premier du projet déposé par Félix Faure le 14 janvier 1882 (1) disait donc : le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole, est responsable dans les limites de la présente loi, des dommages causés à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans son travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou la blessure provienne de l'installation de l'entreprise ou de l'outil employé, soit qu'il provienne du travail même.

De même que la proposition Martin Nadaud, le projet Félix Faure avait donc une portée beaucoup plus grande que la loi du 9 avril 1898 ; il s'étendait non seulement à l'Industrie mais encore au Commerce et à l'Agriculture.

La commission parlementaire devant laquelle il fut renvoyé le restreignit aux « usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, chemins de fer, et autres exploitations où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique ». Elle lui fit subir une autre modification beaucoup plus importante, du moins au point de vue qui nous occupe, en décidant que la présomption de responsabilité du patron cesse « lorsqu'il fait la preuve que l'accident est amené par force majeure ou par cas fortuit, qui ne peuvent être imputés

(1) J. O. 1882. Doc. parl. Ch. dép. n° 339.

ni à lui-même ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause la propre imprudence de la victime ».

Le 16 juin 1886, M. Félix Faure déposa un deuxième projet s'étendant à « tous les accidents provenant de cas fortuits ou de force majeure, et même ceux qu'on peut imputer à la faute de l'ouvrier, sous réserves toutefois des cas où la victime se serait intentionnellement exposée à un accident pour en tirer profit ». Une double remarque peut être faite à l'occasion de ce projet : il rend le patron responsable des accidents dûs à la force majeure, nous verrons que la loi du 9 avril 1898 ne va pas si loin, et il fait intervenir l'idée de faute.

Ce deuxième projet de M. Félix Faure avait été précédé et fut suivi d'une foule d'autres (propositions Peulerey, Lockroy, de Mun, Jules Roche, etc.) qui ne présentent que peu ou pas d'intérêt à notre point de vue. Aussi passerons-nous immédiatement au projet voté par la Chambre le 10 juillet 1888, dont l'article premier était ainsi conçu : **Tout accident survenu dans leur travail aux ouvriers et employés... donne droit au profit de la victime à une indemnité. Cette indemnité est à la charge du chef de l'entreprise quelle qu'ait été la cause de l'accident.**

La discussion de ce projet devant la Chambre donna lieu à une intervention de M. Gastelier qui déposa dans la séance du 26 juin 1888 un amendement tendant à remplacer les mots « quelle qu'ait été la cause de

l'accident » par ceux-ci : « pourvu que cet accident ait été causé par le fait du travail » M. Gastelier fit preuve d'une claire vision des difficultés qui ne manqueraient pas de surgir si l'on adoptait le texte de la commission « Les risques d'accidents résultant de l'apoplexie, disait-il, du tonnerre, les entorses, les chutes que l'ouvrier peut faire et donnant lieu à des blessures, une écorce d'orange jetée à terre, sur laquelle l'ouvrier glissera et se cassera une jambe en tombant, etc., considérez-vous les accidents qui se produisent dans ces conditions comme étant le fait du travail ? Cela n'est pas possible et vous ne pouvez pas l'admettre. Ainsi, un ouvrier sortant de chez lui bute contre un obstacle sur la route et se blesse. Il n'est pas encore au travail, mais la chute peut se produire près de l'atelier. Direz-vous que cet ouvrier peut être indemnisé ? » Cela n'empêcha pas l'amendement de M. Gastelier d'être repoussé.

Les discussions qui suivirent furent nombreuses car le projet avant d'être voté fit plusieurs fois le voyage d'aller et retour de la Chambre au Sénat. Elles portèrent — toujours au point de vue qui nous occupe — sur le choix qu'il y avait lieu de faire entre la conjonction *ou* et la conjonction *et*. Le Sénat avait, en effet, adopté la formule « tout accident survenu par le fait du travail *ou* à l'occasion du travail ». En 1893, la Chambre remplaça la conjonction *ou* par la conjonction *et* ; le Sénat en 1895 maintint la conjonction *ou*.

La question n'était pas seulement une question de

forme, elle présentait un intérêt pratique considérable. C'est ce que fit très bien ressortir le rapporteur M. Poirier qui, répondant à M. Silhol, partisan du maintien de la conjonction *et*, s'exprimait ainsi : « Messieurs, si l'on introduisait dans notre article premier les mots dans leur travail et à l'occasion de leur travail, il faudrait que deux conditions fussent réunies pour donner lieu à l'application de la loi ; or, dans l'esprit de la Commission, pour que la loi s'applique, il suffit qu'il s'agisse d'un accident arrivé à l'occasion du travail : un homme de peine, chargé d'alimenter un générateur est blessé par l'explosion de la machine ; peut-on dire que c'est dans l'exercice même de son travail que cet ouvrier a été blessé ? Nous craindrions que l'on en décidât autrement. »

Ce fut la dernière discussion à laquelle donna lieu le texte de l'article premier de la loi du 9 avril 1898. Cette loi a subi depuis de nombreuses modifications (lois du 22 mars 1902 — 31 mars 1905 — 17 avril 1906) ou extensions (lois du 30 mars 1899 — du 12 avril 1906) mais les principes posés sur l'accident du travail n'ont jamais été remis en discussion.

Telle est très brièvement résumée, l'évolution de la notion d'accident du travail tant dans la doctrine et la jurisprudence que dans les travaux préparatoires antérieurs à la loi du 9 avril 1898. Comme nous le disions au début de ce chapitre, une telle étude ne présente plus beaucoup d'intérêt. Les théories, les décisions, les discussions que nous avons citées,

peuvent avoir eu leur moment d'actualité, mais elles sont depuis longtemps passées à l'état de souvenir, et c'est pourquoi nous avons été très succinct à leur égard.

Ce qu'il est beaucoup plus intéressant de connaître, c'est la façon dont la jurisprudence a déterminé les éléments constitutifs de l'accident du travail. Ce sera l'objet des chapitres suivants.

CHAPITRE DEUXIÈME

L'ACCIDENT ET LA MALADIE

Nous croyons utile de rappeler qu'au cours de l'étude qui va suivre, nous nous occuperons uniquement de l'accident du travail en lui-même, c'est-à-dire considéré exclusivement dans ses rapports avec le travail. Nous admettons que le contrat de travail louant le salarié à l'employeur est valable, et que l'entreprise est bien assujettie à la loi du 9 avril 1898. On sait que ces deux conditions sont indispensables pour qu'un accident puisse donner lieu à une réparation aux termes de la loi susvisée. Citons cet exemple bien connu : un enfant mineur de 12 ans fut-il victime d'un accident nettement survenu « par le fait ou à l'occasion du travail » ne saurait se prévaloir de la loi du 9 avril 1898, le contrat le liant à l'employeur étant nul, d'une nullité d'ordre public (Cass. 8 décembre 1909 — 28 février 1910).

La première question qui se pose en ce qui concerne l'accident du travail, est, pour ainsi dire, médico-juridique : il s'agit de définir l'accident en tant

qu'atteinte au corps humain, il s'agit, et c'est actuellement la grave question, de le distinguer de la maladie professionnelle.

Ce qui caractérise l'accident, c'est sa soudaineté. Ce caractère a été mis nettement en relief par tous ceux qui se sont occupés de la question. M. Léon Bourgeois par exemple, estime qu'il y a « une distinction fondamentale à faire entre l'accident, événement soudain violent, et la maladie, qui est, au contraire, un état continu et durable, né d'une cause également continue et durable » M. Mirman écrit : « ce qui permet de distinguer la maladie professionnelle de l'accident du travail c'est que celui ci est brusque, se produit tout à coup, tandis que la maladie professionnelle se développe peu à peu. »

M. Sachet, un des commentateurs les plus autorisés de la loi du 9 avril 1898, considère l'accident comme un « événement anormal, en général soudain ou tout moins d'une durée courte et limitée ».

L'office impérial des assurances allemand définit l'accident comme un « événement de production soudaine, se réalisant isolément, déterminé dans le temps, s'accomplissant dans une durée relativement courte et lié au fait du travail ».

Le deuxième caractère permettant de faire la différence entre l'accident et la maladie c'est qu'il est facile, en général, d'établir la relation entre l'accident et le travail tandis qu'il est beaucoup plus difficile d'établir cette relation entre la maladie et le travail. Un ouvrier a le

bras coupé par une machine : il est certain que le travail a été la cause de l'accident ; un ouvrier est atteint de tuberculose : peut-on affirmer, même s'il exerce une profession insalubre, que sa profession est la cause de sa maladie. Le tempérament de chacun joue dans la naissance et le développement de la maladie un très grand rôle.

Il va de soi que nous n'entendons pas donner à ces principes une portée absolue. Il y a des cas, où même en matière d'accident, le tempérament peut avoir une grande influence (tempérament épileptique par exemple) il en est d'autres où la maladie présente les caractères de soudaineté de l'accident. Il est donc très difficile d'établir une démarcation nette entre ces deux notions.

Il en est d'ailleurs résulté dans la jurisprudence, et c'est surtout cela qui nous intéresse, car nous n'entendons pas faire ici l'étude de la maladie professionnelle (1) des indécisions et des flottements.

D'une façon générale, on peut dire que la jurisprudence s'est montrée libérale, les tribunaux ont une tendance manifeste à étendre la notion d'accident jusqu'à ses extrêmes confins, de façon à ne laisser en dehors que les maladies professionnelles ne s'y rattachant à aucun degré (2).

(1) Rapport Gilbert Laurent sur l'extension aux maladies d'origine professionnelles de la loi du 9 avril 1898 sur les acc. du trav. Ch^e séance 23 déc. 1910. Ce rapport qui fait de larges emprunts au rapport Breton contient une étude complète de la question.

(2) Rapport présenté par M. Georges Paulet au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail (12 mars 1904).

L'arrêt de principe sur la matière est celui rendu par la Cour de Cassation le 3 novembre 1903 (1). Dans cet arrêt la Cour, tout en prenant soin de séparer l'accident de la maladie professionnelle, a déclaré qu'il y avait certaines maladies qui pouvaient être juridiquement assimilées aux accidents du travail. « Attendu, dit-elle, que si la loi de 1898 ne s'applique pas aux maladies professionnelles auxquelles on ne saurait assigner une origine et une date déterminées et qui ne sont que la conséquence de l'exercice habituel d'une certaine industrie, il en est autrement des affections pathologiques accidentelles qui, bien que contractées dans l'accomplissement d'un travail industriel, prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'accident du travail ».

Cet arrêt fait donc application des considérations que nous avons énoncées tout à l'heure, à savoir que la maladie peut se présenter parfois avec les caractères de soudaineté de l'accident et doit alors être assimilée à l'accident du travail. Lorsque la maladie est survenue subitement, que sa relation avec le travail n'est pas contestable, la loi du 9 avril 1898 lui devient applicable.

La Cour de Cassation a persisté dans la jurisprudence inaugurée par l'arrêt du 3 novembre 1903. Récemment elle a été appelée à se prononcer dans des cas de

(1) S. 1905. 1. 271.

« durillon forcé » (1) et de « pupura infectieux ». Le bénéfice de la Loi 1898 était invoqué par les ouvriers atteints de ces affections. Elle a rejeté leur demande, en se basant notamment, pour ce qui concerne le durillon forcé, qu'il n'avait été accompagné d'aucune plaie, qu'il résultait d'un traumatisme chronique dérivant de l'usage des outils et des travaux de la profession.

Les Cours d'appel et les Tribunaux de première instance ont eu très fréquemment à se prononcer sur la question.

Comme nous venons de le dire, de nombreuses maladies en effet présentent le caractère de soudaineté de l'accident.

Il en est ainsi notamment de la syphilis des verriers. Le souffleur de verre contaminé par la canne que lui a passée un de ses camarades atteint de plaques muqueuses est victime d'un véritable accident de travail. Ainsi en a jugé le Tribunal Civil de Montbrison dans un jugement du 21 février 1903 (2), confirmé par arrêt de la Cour d'Appel de Lyon du 3 août 1903 (3). « On ne doit pas, dit le Tribunal, considérer la syphilis comme exclue par la volonté du législateur du risque professionnel ; » elle est plutôt le résultat d'une atteinte non pas violente,

(1) Rec. rej. 8 nov. 1910 (Bin. Office du Travail, avril 1914 p. 352 et 27 mars 1914 (non publié).

(2) Rec. de doc. sur les acc. d. trav. publié par le Min. du Trav. T. III p. 78.

(3) Rec. de doc. sur les acc. d. trav. publié par le Min. du Trav. T. IV p. 84.

mais insidieuse et néanmoins soudaine au corps humain, provenant de l'action extérieure du virus syphilitique. S'il est établi que c'est *l'instrument de travail qui a été pour l'ouvrier l'agent de la propagation de ce virus*, il faudra nécessairement voir entre le travail et la manifestation de la maladie une relation directe et immédiate de cause à effet donnant lieu à l'application de la loi de 1898 (1). Mais, il faut que cette relation soit nettement établie, il faut que l'ouvrier en apporte la preuve. N'est donc pas considéré comme accident du travail la syphilis contractée par un ouvrier qui prétend l'avoir contractée en se servant d'une canne que lui passait un autre ouvrier, qui a été reconnu indemne de cette affection (tribunal de la Seine 10 septembre 1903).

Ont été également considérées comme accidents du travail : l'intoxication éthylique, lorsque « l'accident, l'ébranlement physique et moral qu'il a occasionné, l'inaction à laquelle il a condamné la victime ont été la cause des manifestations de l'intoxication » (Cour d'appel de Paris 7 novembre 1902. Rec. du Min. du Trav. T. III, p. 134) la pleurésie (Trib. civ. de Gannat 20 juillet 1904. Rec. 11, t. v. p. 39), l'intoxication saturnique, lorsque la victime a été « soudainement intoxiquée par les émanations méphytiques et nocives des vapeurs » (Trib. civ. de Vienne 24 janvier 1903. Rec. T. III p. 72).

(1) Eod. sens. Trib. Civ. de St-Etienne, 28 mai 1906. Rec. précité T. VIII p. 27.

N'ont pas été considérés comme accidents du travail la « bourse séreuse » du genou, consécutive à l'exercice de la profession de l'ouvrier parqueteur, (C. de Cass. req. 23 juillet 1902, T. II p. 295); l'eczéma des mains ayant son origine dans la manipulation prolongée de substances malsaines (Just. de Paix de Paris 21 mars 1907, T. IX p. 5); la dermatite de la main droite causée chez un ouvrier teinturier en peaux, par le contact journalier de substances caustiques (Cour d'appel de Grenoble 25 janvier 1907, T. VIII p. 77); l'ampoule forcée d'un ouvrier emballeur due au frottement continu des cordes sur la main (Trib. civ. d'Avignon 6 juin 1907, T. XI, p. 28)

Le cas qui a le plus exercé la sagacité des Tribunaux est celui des hernies. Il y a sur la hernie de très nombreuses décisions : la plupart reconnaissent que pour constituer un accident du travail la hernie doit être occasionnée par un effort professionnel anormal et nécessiter l'arrêt immédiat du travail (1). Si la victime était prédisposée à la hernie, le Tribunal doit tenir compte, dans l'appréciation de l'incapacité, de la part due à l'accident et de celle imputable à l'état pathologique du blessé (2). Il appartient d'ailleurs au juge du fond, d'apprécier souverainement les circonstances de fait dans lesquelles la hernie s'est produite (3).

(1) Cass. req. 23 décembre 1903. Rec. préc. T. IV p. 167.
Cass. req. 27 mai 1908. Rec. préc. T. X p. 76.

(2) Cour d'appel de Paris 8 février 1902, T. II, p. 176.

(3) Cass. Ch. civ. 5 avril 1909, T. XII, p. 135.

De toutes les décisions que nous venons de citer ainsi et dont nous pourrions encore allonger la liste, il y a lieu de retenir qu'en principe la maladie professionnelle n'est pas considérée comme accident du travail, lorsqu'elle n'est que la conséquence de l'exercice habituel de la profession, mais qu'elle l'est, au contraire, lorsqu'elle éclate brusquement, « accidentellement », et prend sa cause dans un fait précis et déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de la profession. Tel est l'état actuel de la jurisprudence sur la question. Cette jurisprudence est évidemment conforme à la loi du 9 avril 1898 et aux travaux préparatoires de ladite loi. Mais, sans vouloir traiter ici la question de la réparation des maladies professionnelles, il nous sera bien permis de dire que cette jurisprudence va directement à l'encontre de l'idée du risque professionnel entendu dans son sens large et non point dans le sens que lui a donné le législateur de 1898.

L'arrêt de principe de la Cour de Cassation que nous avons cité, montre d'une façon saisissante cette contradiction. L'accident qui provient d'un hasard, d'un cas fortuit, n'est-il pas plus étranger à l'idée du risque professionnel, que la maladie qui apparaît *comme la conséquence de l'exercice habituel d'une profession*. Un ouvrier peut échapper à l'accident qui est un événement anormal, mais il n'échappera pas à la maladie qui est la conséquence normale de la profession.

La maladie est donc bien par excellence un risque professionnel. C'est ce que fait très bien ressortir M. André Lacroix dans un article sur « la maladie professionnelle et l'assurance contre les accidents (1) : « Dans l'accident professionnel, il y a toujours une part de funeste hasard. L'ouvrier tire un mauvais numéro à une triste loterie où il est forcé de prendre son billet. Dans certaines industries, au contraire, presque aucun travailleur ne se trouve absolument indemne des atteintes de maladies particulières au bout d'un temps qui varie en raison de la vigueur de l'ouvrier, de ses prédispositions constitutionnelles, de son hygiène et des mesures préventives prises dans l'atelier. Si donc le chef d'entreprise doit à ses ouvriers ou à leurs ayants droit, une réparation pécuniaire pour les accidents éprouvés à raison du travail, c'est non seulement au même titre, mais plutôt *a fortiori*, qu'il doit les indemniser des conséquences des maladies professionnelles. »

Rien de plus exact, et la jurisprudence que nous avons citée illustre parfaitement ces quelques lignes. Elle montre la nécessité de faire une application beaucoup plus large de l'idée du risque professionnel, et sans plus tarder, d'étendre aux maladies professionnelles, la loi du 9 av. 1898.

(1) Rev. politique et parlem. Juillet 1904.

CHAPITRE TROISIÈME

L'ACCIDENT SURVENU PAR LE FAIT OU A L'OCCASION DU TRAVAIL

Nous savons donc en quoi consiste l'accident : c'est une atteinte soudaine et violente au corps humain, prenant son origine dans un fait déterminé. Il nous reste maintenant, et c'est la partie la plus importante de notre tâche — à déterminer les conditions nécessaires pour qu'un tel accident puisse être considéré comme « survenu par le fait ou à l'occasion du travail ».

La question est délicate. Nous ne nous dissimulons pas qu'il est difficile d'établir d'une façon rigoureuse dans une pareille question, les principes directeurs. Le législateur s'est servi d'expressions très larges ; il n'a pas voulu donner de définition de l'accident du travail. Il eut été dangereux d'ailleurs de chercher à enfermer dans une formule précise des situations excessivement complexes et nombreuses. Il fallait, et le législateur l'a compris, laisser aux tribunaux un large pouvoir d'appréciation. Il s'est passé pour l'acci-

dent du travail ce qui s'est passé pour le divorce : les expressions « survenu par le fait ou à l'occasion du travail » sont à l'accident ce que sont les expressions « excès, sévices et injures graves » au divorce. Elles permettent d'atteindre des accidents qui eussent échappé à la loi de 1898, s'il y avait eu une formule précise, et elles permettent d'en écarter d'autres qu'une interprétation conforme peut-être à la lettre, mais certainement contraire à l'esprit de la loi, eut pu y faire rentrer.

Tout d'abord, y a-t-il lieu de faire une distinction entre ces deux expressions « par le fait » ou « à l'occasion du travail ? » Théoriquement, oui, pratiquement non. Sans doute, comme nous aurons l'occasion de le montrer, le fait du travail implique en principe trois éléments : le temps, le lieu, le matériel. L'occasion du travail ne comporte que les deux premiers ou même qu'un seul de ces éléments : le temps ou le lieu. Prenons un exemple : un ouvrier a le bras pris dans un engrenage : c'est le fait du travail ; un ouvrier fait une chute en passant de la salle des générateurs à la salle des machines : c'est l'occasion du travail.

Mais il faut se garder d'attacher à cette distinction plus d'importance qu'elle n'en comporte dans la pratique. Elle eut été, comme nous l'avons dit plus haut, très importante si la conjonction « et » avait remplacé la conjonction « ou ». Mais celle-ci ayant été maintenue, la question ne présente plus beaucoup d'intérêt. Que l'accident soit survenu « par le fait » ou « à l'occasion »

du travail, il n'en donne pas moins droit à réparation. Ce qu'il importe donc de déterminer d'une façon précise, c'est la relation entre l'accident et le travail, c'est le rapport de cause à effet entre celui-ci et celui-là. C'est là toute la question.

Il est difficile de dégager, d'une façon précise les caractères généraux de la jurisprudence sur la notion d'accident du travail. Il y a sur la question des décisions innombrables et contradictoires. La jurisprudence a procédé pour ainsi dire de façon analytique; si l'on trouve une quantité prodigieuse de décisions d'espèce, on en rencontre peu où le juge se soit efforcé de dégager les principes qui ont servi de base à sa décision. Il en est cependant, et malgré que la jurisprudence soit, comme nous venons de le dire, extraordinairement touffue, il est néanmoins possible de dégager son évolution.

Cette évolution est nettement en faveur de l'idée du risque professionnel. La jurisprudence qui, dans les premières années d'application de la loi, se montrait un peu réfractaire, est devenue plus audacieuse et n'hésite pas aujourd'hui à considérer comme accidents du travail des accidents auxquels elle eût autrefois déclaré la loi de 1898 inapplicable. Il faut d'ailleurs rendre cette justice à la jurisprudence, que ses résistances ne furent pas de longue durée. Dès l'année 1902, le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale au Ministère du Travail, bien placé pour s'en rendre compte, constatait que, d'une façon générale,

« en dépit de certaines timidités ou de certaines résistances, qu'expliquait au début la survivance d'anciennes habitudes juridiques, la magistrature française, de son côté, a su se plier assez vite aux principes introduits par la Législation de 1898 : consciente et respectueuse de cette révolution juridique qui portait au droit civil en vigueur de si sensibles atteintes, elle semble maintenant en voie de dégager les raisons profondes et les multiples conséquences du droit nouveau (1). Cette révolution n'a fait que s'accroître depuis.

Une des premières décisions de principe, que nous rencontrons, sur la notion d'accident du travail est celle rendue par la cour de Cassation le 2 juillet 1903. Nous la citons parce qu'elle eut, en son temps, un assez grand retentissement, et aussi parce qu'elle nous fournit un plan pour notre étude. C'est elle qui nous servira de guide dans nos explications. Il s'agissait, en l'espèce, d'un ouvrier blessé dans un moment de repos. La cour de Cassation n'hésite pas à l'admettre au bénéfice de la loi du 9 avril 1898 par les motifs suivants :

« Attendu que l'on doit considérer comme survenu par le fait du travail tout accident causé par l'outillage ou par les forces qui l'actionnent et arrivé dans les lieux et pendant le temps où l'ouvrier était soumis à cette direction.

« Que le risque professionnel n'est pas inhérent seule-

(1) Rapport au Congrès des accidents du Travail de Dusseldorf (1902).

ment à la besogne assignée à chaque ouvrier, mais encore à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'industrie pour atteindre une production déterminée.

Qu'on ne saurait comprendre que l'ouvrier, blessé par l'un des engins de l'entreprise, perdît tout droit à indemnité parce qu'il aurait un instant cessé de travailler (1) ».

Cette décision appelle plusieurs observations. Tout d'abord, elle définit l'accident survenu par le fait du travail, et non celui survenu à l'occasion du travail. Or, nous avons vu que si tout accident survenu par le fait du travail est nécessairement survenu à l'occasion du travail, la réciproque n'est pas vraie. Il ne faudrait donc pas appliquer cette décision à tout « accident du travail » et croire que les conditions posées par la Cour de Cassation pour qu'il y ait accident survenu par le fait du travail sont nécessaires pour qu'il y ait accident du travail.

Ces conditions sont, d'après la Cour, au nombre de trois : le matériel, le temps et le lieu. Nous allons successivement les examiner. Mais, nous répétons que cette division est avant tout un moyen commode d'apporter dans l'étude de la jurisprudence un peu de clarté. Une ou plusieurs des conditions ci dessus énumérées peuvent en effet faire défaut : il n'y en a pas moins, comme nous allons le voir, accident du travail.

(1) Cass. Civ. 8 juillet 1903. D. P. 1903. I. 510.

Il faut, et il suffit qu'il y ait entre l'accident et le travail une relation de cause à effet.

Paragraphe Premier

LE MATÉRIEL

Dans son sens large, l'expression de matériel désigne l'ensemble des instruments de travail, ou si l'on veut comme le dit l'arrêt de la Cour de Cassation que nous venons de citer, « l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'industrie pour atteindre une production déterminée. »

Nous savons que ce sont précisément les accidents causés par le machinisme qui ont attiré l'attention sur le risque professionnel. Mais les « instruments de travail » sont très divers : ce sont les machines, ce sont les outils, ce sont tous les instruments qui servent à l'exécution de la tâche, ce sont les moteurs inanimés et les chevaux des voituriers. Ces outils, ces instruments peuvent varier à l'infini et avec chaque profession, c'est la locomotive sur un chemin de fer, et c'est l'aiguille dans un atelier de couture, c'est le marteau pilon de la grande métallurgie, ou l'escabeau de l'épicier au détail (1).

Une des plus curieuses applications qu'ait fait de ce principe la jurisprudence a été rendue dans l'espèce

(1) A Morin. De la notion d'accident du travail et de sa preuve p. 33.

suivante : une charmeuse de serpents, mordue par un de ses élèves, au cours d'une représentation, avait introduit contre le propriétaire du théâtre une action fondée sur la loi du 9 avril 1898. Le Tribunal a admis sa demande, estimant, qu'en l'espèce, le serpent constituait un instrument de travail. (Trib. civ. Seine 25 février 1912. « Le Matin » du 26 février 1912).

Il importe peu que les instruments soient ceux-là mêmes de la victime ; il suffit qu'ils appartiennent à l'exploitation. C'est ainsi qu'il a été jugé notamment qu'à le caractère professionnel, l'accident survenu dans une filature de laine à une ouvrière employée comme balayeuse, qui a eu la main prise dans un engrenage en voulant retirer un déchet de laine pendant le fonctionnement du métier (1).

On ne peut qu'approuver une telle jurisprudence vraiment conforme à l'aide du risque professionnel. Il serait contraire à l'intention du législateur de ne considérer comme accident du travail que l'accident causé à l'ouvrier par ses outils personnels, par les machines auxquelles il est employé. Les outils, les machines, les matériaux qui l'entourent « recèlent de l'accident en puissance » ils font partie de ce tout qui crée le risque. Il suffit d'ailleurs d'avoir pénétré quelquefois dans une usine pour s'en rendre compte. Pour parler familièrement, on a cette impression qu'il y a « du risque dans l'air ».

(1) Cour d'appel de Douai, 13 février 1903, Rec. du min. du trav., T. III, p. 163.

La jurisprudence, tout au moins au début de l'application de la loi, s'était montrée plus serrée. On trouve certaines décisions tendant à ne pas admettre comme accident du travail des accidents causés par des machines à la conduite desquelles l'ouvrier n'était pas occupé. Ainsi il a été jugé que ne constitue pas un accident du travail celui survenu à l'ouvrier, qui, par pure curiosité, s'était approché d'une machine électrique (1).

Ces décisions sont restées isolées. Le Tribunal eut dû, selon nous, faire application de la faute inexcusable et non point déclarer qu'il n'y avait pas accident du travail.

Une dernière question se pose en ce qui concerne l'outillage et plus spécialement les machines. Est-il nécessaire qu'une machine soit en marche, pour que l'accident puisse être considéré comme accident du travail ? Prenons un exemple : en mettant en place des courroies de transmission, la machine étant arrêtée, un ouvrier fait un effort ou une chute, ou un faux mouvement. L'accident dont il est victime tombe-t-il sous le coup de la loi du 9 avril 1898 ? Oui, si cet ouvrier est employé dans une entreprise industrielle ou commerciale, non, du moins d'après la jurisprudence, s'il est employé dans une exploitation agricole.

(1) Trib. civ. du Havre, 18 juillet 1900. Rec. min. du trav., T. I, p. 173.

On sait que la loi du 30 juin 1899 a étendu la loi du 9 avril 1898 aux « accidents occasionnés par l'emploi des machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines ».

La Cour de Cassation a interprété avec beaucoup trop de rigueur le texte de la loi du 30 juin 1899. Il eut été à souhaiter qu'elle se montre dans cette interprétation aussi libérale que dans celle de la loi du 9 avril 1898, mais il n'en a malheureusement rien été. C'est ainsi notamment qu'elle n'a pas voulu reconnaître comme accident du travail l'accident survenu au mécanicien chargé de la conduite du moteur qui, après avoir allumé le foyer, étant monté sur la plate forme de la batteuse pour mettre en place les courroies de transmission, fit une chute et se tua.

« Attendu, dit la Cour, que de ces constatations, il résulte que l'existence d'un moteur inanimé destiné à actionner ultérieurement la batteuse n'a pu contribuer en rien à causer l'accident dont M... a été victime, que la chute que cet ouvrier a faite est absolument indépendante du moteur qui n'était pas alors employé.

Attendu que si certains actes préparatoires peuvent être considérés comme étant prévus par la loi du 30 juin 1899, c'est à la condition d'être nécessités par la nature même du moteur, il n'en saurait être ainsi de la mise en place des courroies de transmission, opération

qui s'impose, que le moteur soit inanimé ou non (1), etc...

C'est, à notre avis, pousser la distinction un peu loin. Un mécanicien est plus que tout autre occupé à la conduite et au service du moteur, il exerce une profession essentiellement industrielle. D'autre part, il est à remarquer, en l'espèce, que le foyer était déjà allumé, que l'accident a bien été causé par un moteur inanimé, que la distinction faite par la Cour de Cassation entre le moteur en marche et le moteur au repos ne se trouve pas dans la loi. Sans doute, la loi parle bien des accidents causés par l'emploi de machines agricoles « mues » par des moteurs inanimés mais c'est aller à l'encontre de son esprit que de faire de ce texte une interprétation aussi littérale.

Il convient d'ailleurs de remarquer que la Cour tend à adoucir la rigueur de sa jurisprudence. Dans un arrêt du 16 décembre 1908 (2), elle a déclaré la loi du 30 juin 1899 applicable à un ouvrier victime d'une chute, tandis qu'il était occupé à lier la paille sortant de la batteuse et obligé de suivre la marche du moteur et de précipiter ses mouvements pour éviter l'amoncellement de la paille qu'il poussait sur le plan incliné de la batteuse.

A dire vrai, la question que nous venons d'examiner rentre autant dans l'étude de l'assujettissement que

(1) Cass. 20 juin 1908 (G. P. 1908. 2-33).

(2) Rec. du min. du trav., T. XI, p. 79.

dans celle de l'accident professionnel ; mais elle n'en est pas moins intéressante à ce dernier point de vue. Elle montre la nécessité de recourir à une conception plus large de l'accident du travail agricole et, sans plus tarder, de le faire bénéficier de la législation du risque professionnel.

Il va de soi, et c'est ici le lieu de se rappeler ce que nous disions à la fin du chapitre précédent — qu'il ne suffit pas qu'un accident soit causé par le matériel ou l'outillage pour qu'il soit considéré comme accident du travail. Il faut encore d'autres conditions : Ces conditions sont tantôt celle de temps, tantôt celle de lieu. Si, par exemple, un ouvrier continue à travailler alors que l'usine est fermée, que le temps du travail est fini, l'accident dont il est victime, même s'il est causé par le matériel de l'exploitation ne sera pas un accident de travail. De même si un ouvrier emporte chez lui ses outils et est blessé en s'en servant. C'est ce que va d'ailleurs nous montrer l'étude des chapitres suivants.

Paragraphe Deuxième

LE TEMPS

Le temps du travail est la période qui s'écoule entre le commencement et la fin du travail. Tel est le principe. S'il s'agit d'une usine, d'un chantier, le temps commence à la rentrée des ouvriers pour finir à la sortie, le commencement et la fin du travail sont

marqués par une cloche, une sirène, une horloge. Lorsqu'il s'agit d'ouvriers ou d'employés ayant un travail à accomplir hors la surveillance du patron, le temps commence au moment où ils se mettent à l'ouvrage et se termine au moment où ils cessent le travail. Tel est, par exemple le cas du voyageur de commerce.

Nous examinerons les accidents survenus avant, pendant et après le temps du travail.

Il est de jurisprudence constante que les accidents survenus soit avant, soit après le temps du travail ne peuvent donner lieu à réparation. Un des cas dans lesquels la jurisprudence a eu le plus fréquemment à statuer, du moins dans les premières années d'application de la loi est celui d'un ouvrier blessé en se rendant de l'atelier à son domicile ou vice-versa. Ce cas était précisément celui cité lors de la discussion de la loi de 1898 au Sénat par M. Silhol qui demandait le remplacement de la conjonction « ou » par la conjonction « et ». Il arrive, disait-il... que des ouvriers employés dans des mines de charbon dans le Gard, logent à une certaine distance de la mine, parce qu'ils ont là leur demeure depuis longtemps ; ils restent dans leur village... Ils partent de chez eux de très bonne heure, souvent de nuit en hiver et par de mauvais chemins. S'il leur arrive un accident, sera-ce un accident à l'occasion du travail ?

La jurisprudence a répondu Non (1). Elle estime que

(1) Grenoble 27 janvier 1890. Rec. min. du trav., T. I, p. 365. Trib. Seine 7 mai 1902, T. II, p. 82, Cass. req. 25 février 1902, T. I, p. 867.

l'ouvrier ou l'employé échappe à l'autorité et à la surveillance du patron pendant le temps du trajet qui sépare son domicile de l'usine ou du chantier. D'autre part, il est certain qu'admettre comme accidents du travail les accidents survenus dans ces conditions serait ouvrir la porte à la fraude et à la simulation.

Tout en tenant compte de ces difficultés d'ordre pratique, on est obligé cependant de reconnaître que tels accidents relèvent bien du risque professionnel. Ne sont-ils pas survenus à l'occasion du travail ?

Dans le même ordre d'idées, la Cour de Cassation a déclaré la loi de 1898 inapplicable à l'ouvrier blessé en remontant sur un échafaudage contrairement à la défense de son patron, alors qu'il n'était plus sous la surveillance et l'autorité de celui-ci (Cass. Ch. Civ. Arrêts des 19 et 20 mai 1903. Rec. minis. trav., T. III, p. 232), à un camionneur dont la besogne était terminée avec la livraison d'un objet et qui avait consenti à prêter son concours pour le mettre en place sans avoir reçu à cet effet de son patron aucune autorisation expresse ou tacite (1); à la veuve d'un charretier qui, parti un après midi vers 4 heures du chantier de son patron pour livrer quelques tonneaux de vin, fut relevé à deux heures du matin frappé de congestion sur la voie publique, après avoir été rencontré une heure auparavant, alors qu'était passé le temps de faire des livraisons (Cass. req. 4 janv. 1911).

(1) Cass. civ. 5 décembre 1910. Bin. off. du Trav. juillet 1911, p. 703.

Pour reprendre l'exemple de l'ouvrier blessé en se rendant de l'usine à son domicile, ou vice-versa, il a été décidé que dans certains cas, il y a accident professionnel. Tel le cas où l'ouvrier serait chargé d'ouvrir et de fermer le magasin ou l'usine, et emporterait chez lui les clefs. Le temps du travail commence pour lui au moment où il quitte son domicile pour se rendre au magasin. La Cour de Cassation en a jugé ainsi dans un récent arrêt qui nous paraît faire une exacte application de la loi (1).

De même que lorsque le transport de l'ouvrier est assuré par le patron, celui-ci est responsable des accidents survenus.

Un arrêt du 7 juin 1910 (2) notamment, a admis que pouvait être considéré comme survenue à l'occasion du travail la chute faite par un employé de tramway rentrant à son domicile, *son travail fini*, de la plate-forme d'une voiture de l'entreprise où il avait accès gratis, aux termes de son contrat de travail, cette clause du contrat ayant pour objet d'assurer la régularité du service tout en constituant au profit des bénéficiaires une sorte de supplément de salaire.

Tout récemment, le Tribunal de la Seine a, dans une espèce différente, admis au bénéfice de la loi du 9 avril 1898 un cocher de fiacre qui, sa journée finie, prenant d'un professeur choisi par la Compagnie au

(1) 15 juin 1911. Rec. min. trav., T. XIV, p. 281.

(2) Cass. req. rej. Bin. off. trav. mars 1911, p. 371. Grenoble 27 mai 1904. O. P. 1905. 2. 83.

service de laquelle il se trouve, une leçon d'apprenti chauffeur, est blessé par un retour de manivelle. (Seine 9 janvier 1912 « Le Matin » 10 janvier 1912).

Cette jurisprudence se fonde moins, on le voit, sur l'idée du risque professionnel que sur l'idée de contrat. Nous retrouvons ici l'ancienne notion de l'obligation de sécurité. Les conséquences sont différentes, mais au fond, le principe est le même : il y a dans l'un et l'autre cas, obligation de réparation.

Plus nombreuse est la jurisprudence se fondant sur l'idée de risque professionnel, avec raison, la Cour a estimé qu'il y avait entre la chute d'un ouvrier vitrier par la fenêtre *avant de commencer son travail* et son travail un lien de causalité. Ce travail l'exposait particulièrement à ce risque.

De même fait encore application de l'idée de risque professionnel l'arrêt qui déclare que doit être considéré comme accident du travail l'accident survenu à un ouvrier chargeur d'une péniche à vapeur, noyé en se lavant dans le bûchet de cette péniche après sa journée (1), celui survenu à un marinier tombé à l'eau à bord de son bateau la nuit, en satisfaisant un besoin naturel (2). Le travail était bien dans ce dernier cas terminé, mais c'était le travail qui obligeait le marinier à vivre à bord, c'est lui qui l'exposait à chaque instant au danger. De même dans le premier cas, le travail

(1) Cass. req. 2 mai 1908. Rec. min. trav., T. X, p. 72.

(2) Cass. civ. 26 juillet 1905.

effectué par l'ouvrier l'obligeait à prendre des soins de propreté. Il y avait donc bien une relation de causalité.

On voit donc qu'il ne faut pas entendre l'expression « temps de travail » dans un sens trop rigoureux et que des accidents survenus soit avant, soit après le temps du travail peuvent très bien être considérés comme accidents du travail. Les dernières décisions de la Chambre civile de la Cour de Cassation ne laissent aucun doute sur ce point. Il y a eu dans les premières années d'application de la Loi, il y avait encore, il y a peu de temps, des hésitations de la part de la jurisprudence, qui interprétait l'expression « temps de travail » d'une façon trop restrictive.

Tel était notamment le cas pour les Accidents survenus pendant la période de repos.

On sait qu'il est d'usage dans certaines industries d'accorder aux ouvriers des moments de repos. Les accidents qui leur surviennent dans de tels moments doivent-ils être considérés comme accidents du travail ?

Nous sommes bien pendant le temps du travail en ce sens que le travail a commencé et n'est pas encore fini : il est simplement interrompu. Les ouvriers font, comme ils disent, la « pause ». Généralement, les ouvriers n'abandonnent pas l'usine pendant la période de repos, ils restent auprès de leurs machines. Ils sont donc encore sous l'autorité et sous la surveillance du chef d'entreprise, ils sont toujours exposés aux dangers de l'exploitation. Il en résulte donc à notre avis, que les accidents dont ils sont victimes doivent être

considérés comme des accidents du travail. Il y a risque professionnel, il doit y avoir, si ce risque se réalise, réparation. La situation serait la même si les ouvriers prenaient leur repos dans un local spécial : cette circonstance n'est pas, selon nous, de nature à enlever à l'accident son caractère d'accident professionnel. Si les ouvriers se trouvent réunis dans un local qui leur a été assigné, n'est-ce point à raison des nécessités du travail, n'est-ce point pour qu'ils soient plus vite à la besogne le repos terminé ou pour que l'employeur, puisse les avoir, comme on dit sous la main.

Or, la jurisprudence, du moins dans son premier état, n'avait pas tenu suffisamment compte de ces considérations. Elle avait, dans un très grand nombre de cas refusé le bénéfice de la loi de 1898 à des ouvriers victimes d'accidents du travail pendant la période de repos. Il en avait été ainsi notamment pour l'ouvrier ayant eu un membre broyé par une machine (1), pour celui blessé par un fusil qu'un de ses camarades avait introduit clandestinement dans l'atelier (2). Il est vrai que dans ce dernier cas, le Tribunal avait reconnu que le chef d'entreprise pouvait être déclaré responsable en vertu de l'art. 1384 du Code civil, de son défaut de surveillance

Dans la même hypothèse, la Cour de Lyon avait également refusé le bénéfice de la loi de 1898 à un

(1) Brives 43 mai 1900, D. P. 1901. 2. 181. Le Havre 9 mai 1901. D. P. 1903. 2. 310.

(2) Trib. St-Etienne 6 juin 1902. Rec. min. tra. T II p. 97.

ouvrier blessé par le fusil d'un de ses camarades, en se fondant sur les motifs suivants : « Attendu que si T. et E... étaient momentanément réunis dans un local de la Compagnie des Houillères, dont ils étaient les ouvriers, ils n'ont été exposés ni l'un ni l'autre, par le fait de cette réunion, soit à faire naître un risque professionnel, soit à en subir les conséquences et qu'ils sont devenus l'un, l'auteur involontaire, l'autre, la victime d'un accident, que par suite d'une opération toute particulière, toute personnelle et sans aucun rapport avec le travail (1).

Fort heureusement, la Cour de Cassation, Chambre Civile, s'est formellement prononcée dans un sens contraire. Un de ses derniers arrêts sur la matière est particulièrement net à ce sujet. La Cour après avoir rappelé *que tout accident arrivé au temps et au lieu du travail, doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail*, déclare que ce temps commence à l'entrée de l'ouvrier dans l'usine et n'est pas suspendu par le repos qui lui est accordé, au cours de la journée, alors qu'il prend le dit repos dans l'usine, lieu du travail.

Peu importe, d'ailleurs que l'ouvrier soit libre, alors d'en sortir, s'il est expressément ou seulement autorisé à y rester, puisqu'en usant effectivement de cette permission, il reste nécessairement sous l'autorité et par suite sous la responsabilité du chef de l'entreprise.

(1) 18 mars 1911 D. P. Franc. 1902. 2. 74.

Si donc, pendant cette période de repos, il venait à être blessé (dans l'espèce par la chute de déchets enflammés) il est en droit d'invoquer le bénéfice des dispositions de la loi du 9 avril 1898 (1).

La question est d'autant plus nette qu'en l'espèce, le local où les ouvriers prenaient leur repos ne leur était pas obligatoirement assigné, car ils avaient la permission de sortie.

Pour les motifs que nous indiquons ci-dessus, nous approuvons pleinement cette jurisprudence vraiment conforme à l'idée de risque professionnel.

Paragraphe Troisième

LE LIEU

Plus encore que le temps et que le matériel, le lieu du travail est difficile à définir. Sans doute, pas de difficultés, lorsqu'il s'agit d'une usine, d'un chantier, d'un magasin ; le lieu de travail est ici déterminé avec précision. C'est celui qui se trouve sous l'œil du maître ou de ses préposés. Mais il y a de très nombreuses professions dans lesquelles la délimitation du lieu du travail ne peut se faire. C'est par exemple le cas de l'ouvrier qui va travailler au dehors, qui ne vient à l'atelier ou à la manufacture que pour prendre les ordres du patron (ouvrier vitrier, commis voyageur). C'est à plus forte raison le cas de celui dont le travail

(1) Cass. Civile. 27 Décemb. 1911. Gaz. Trib. 1911 : 29 Déc.

consiste précisément à se déplacer (voiturier, camionneur). Il faut admettre dans ce cas que le lieu de travail se trouve partout où se trouve le travailleur, à la condition bien entendu que ce soit pour les besoins du travail.

De même que l'accident survenu pendant le temps du travail, l'accident survenu sur le lieu du travail doit être présumé comme étant un accident professionnel. Il suffit que la victime prouve l'accident et sa relation avec le travail, mais elle n'a pas à établir la cause de cet accident. Dans un récent arrêt, la Cour de Cassation a jugé en effet : « qu'en déclarant, après le Tribunal de Mayenne, que l'accident s'étant produit au lieu du travail, devait être considéré jusqu'à preuve contraire comme étant survenu par le fait et à l'occasion du travail, la Cour d'appel n'a violé aucune loi (1).

De même encore, un arrêt de la Chambre civile, en date du 8 Février 1911 (2), décide que si l'ouvrier qui se dit victime d'un Accident du travail et demande l'indemnité prévue par la loi doit prouver l'Accident et sa relation tant avec le travail qu'avec l'incapacité dont il se plaint, il n'a pas en établir la cause. Ainsi une chute se produisant à l'heure et au lieu du travail est un Accident du travail et s'il appartient au juge du fond d'en apprécier souverainement les suites, il ne peut pas en subordonner le caractère à la détermination de la cause

(1) Cassat. Civil 6 Janv. 1911. Gaz. du P. 21. Fév. 1911.

(2) Gaz. Trib. 21 fév. 1911.

qui l'a occasionnée, et mettre à la charge de la victime l'obligation de prouver que cette cause se rattache au travail. Cette jurisprudence de la Chambre civile améliore considérablement la situation de l'ouvrier, demandeur en indemnité. Elle lui facilite la preuve en créant en sa faveur une présomption. Un arrêt du 25 Octobre 1910, semble même admettre le renversement de la preuve que la Cour de Cassation condamnait jusqu'ici (1). « *L'Accident qui se produit au lieu et à l'heure du travail est présumé Accident du travail jusqu'à preuve contraire.* » Or à qui incombe cette preuve contraire si ce n'est au chef d'entreprise? En ce qui concerne la cause même de l'Accident, la Cour de Cassation dans l'arrêt précité du 8 février 1911 déclare nettement que le juge du fond ne peut « mettre à la charge de la victime l'obligation de prouver que cette cause elle-même se rattache au travail. » C'est dire implicitement qu'en cas de dénégation du chef d'entreprise, c'est à lui qu'incombe la charge de prouver que la cause est étrangère au travail. Nous revenons ainsi au système dans lequel la jurisprudence semblait vouloir s'engager au début de l'application de la loi, système que M. Sachet (2) préconisait dans la 1^{re} édition de son ouvrage ». Si le chef d'entreprise veut échapper à l'application de la loi, disait-il, c'est à lui qu'il appartient de démontrer soit à l'aide de l'enquête faite

(1) Cassat. 25 oct. 1910. Gaz. P. 9 nov. 1910.

(2) Sachet. Edit. 1889, p. 159-180.

par le juge de paix, soit de tout autre manière que la cause de l'Accident est étrangère au travail.

La question présente un intérêt particulier en ce qui concerne les Accidents causés par l'état physiologique de la victime.

Il peut arriver en effet qu'au cours du travail, l'ouvrier soit pris d'un malaise qui détermine un accident. Cet accident doit-il être considéré comme accident professionnel? Certainement oui, si le travail a provoqué ou aggravé les efforts. Tel est, par exemple, le cas d'un ouvrier pris d'une crise d'épilepsie et tombant sur un lingot dont le travail lui imposait à ce moment la manipulation « sans la présence de ce lingot, cette chute fut demeurée pour lui sans conséquence; si elle a été la cause initiale de l'accident dont il a été victime, celui-ci a trouvé sa cause soudaine et distincte exclusivement génératrice dans l'outillage industriel » (1).

De même doivent être admis au bénéfice de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier pris d'un éblouissement et faisant une chute mortelle dans l'escalier de l'usine (2); la garde barrière frappée d'une apoplexie foudroyante à la suite d'une émotion violente causée par la peur d'une automobile pénétrant brusquement sur la voie (3).

La question apparaît plus délicate dans le cas où le travail paraît totalement étranger à l'accident. Un

(1) C. d'appel de Dijon, 9 août 1909. Rec. min. trav., T. XII, p. 427.

(2) C. d'appel de Bordeaux, 24 février 1909. D. P., p. 194.

(3) C. d'appel de Bordeaux, 23 avril 1907. Rec. min. trav., VIII, p. 824.

ouvrier peut mourir subitement en étant à son travail, comme il serait mort dans tout autre lieu et dans toute autre circonstance.

Si nous nous en rapportons à l'arrêt précité, il y a accident du travail présumé, l'ouvrier ayant été atteint sur le lieu du travail. C'est au patron à prouver que l'Accident s'est présenté dégagé de tout lien avec le travail, et dans ce cas seulement l'Accident pourra ne pas être considéré comme Accident du Travail.

De même, par application du principe que tout Accident survenu au lieu du travail doit être considéré comme Accident du travail, la jurisprudence admet que les Accidents survenus au cours d'amusements, de taquinerie, de rixes sont régis par la loi du 9 avril 1898.

Cela n'a pas été sans quelques hésitations, il y eut au début de subtiles distinctions. Dans les cas de taquinerie ou de rixe, par exemple, la jurisprudence distinguait selon que la rixe avait été ou non provoquée par la victime. Dans le cas de provocation, l'Accident n'était pas considéré comme Accident professionnel (1).

Cette distinction est aujourd'hui abandonnée, la Cour de Cassation vient de la condamner formellement encore dans un de ses derniers arrêts.

« Tout accident survenu, dit-elle (2), à l'heure et *au lieu* du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail sans qu'il soit besoin qu'il se

(1) Nancy, 27 février 1901. D. 1901. 2.310. Trib. Seine, 12 janvier 1907. Rec. min. trav. T. II, p. 284.

(2) Cass. Civil, 20 avril 1912. Gaz. Pal. 25 avril 1911.

rattache par un lien direct aux occupations mêmes de l'ouvrier ou employé qui en est la victime.

« Il en est, ainsi notamment au cas où l'Accident proviendrait de violences exercées de l'intérieur du magasin par un employé sur un autre.

« Il importe peu que la rixe, au cours de laquelle ces violences se sont produites, ait été provoquée par la victime, cette provocation constituait une faute inexcusable, autorisant seulement le juge à diminuer la pension incombant au chef de l'entreprise ».

Nous approuvons entièrement cette jurisprudence. Toute agglomération, toute réunion d'hommes crée un risque. Il y a nécessairement des frottements, des discussions, des maladresses. C'est le patron qui a provoqué cette réunion, c'est le travail qui a imposé à certains ouvriers le voisinage de certains camarades. Il est donc juste que le patron supporte les conséquences des accidents causés par cette réunion, lesquels sont bien, selon nous, survenus à l'occasion du travail. D'autre part, le patron est tenu d'assurer l'ordre dans son exploitation, si les faits que nous venons de signaler et qui donnent lieu à accident s'y produisent, n'est-ce point parce que le patron a manqué à ce devoir de surveillance. Il y a là une deuxième raison pour mettre les accidents survenus dans ces conditions à la charge du patron.

De même en ce qui concerne les Accidents causés, non plus par le fait de personnes attachées à l'entre-

prise, mais par le fait de tiers, la jurisprudence les considère également comme Accidents du travail.

Il importe peu que les tiers aient causé volontairement ou non l'accident, que les blessures aient été faites par mégarde ou au cours d'une rixe. Ainsi l'ouvrier occupé à décharger des briques, blessé par un passant qui lui a cherché querelle est victime d'un accident professionnel. (Cass. Civile, 16 mai 1911. Rec. min. trav. T. 14, p. 274). De même a été considérée comme accident professionnel la blessure faite par des voleurs à un contremaître sur un chantier où il venait faire la paie (1). Le Tribunal retient que l'attentat a été commis afin de s'emparer de l'argent destiné à la paie des ouvriers du chantier, que la victime avait l'habitude d'effectuer dans les mêmes conditions et qui devaient, par suite, être connues par le ou les auteurs de l'agression. Devront être également considérées comme accidents professionnels, les blessures faites par des voyageurs à un employé d'une compagnie de transport.

Nous pourrions citer bien d'autres exemples encore, car il y a sur ce point une abondante jurisprudence. Mais différentes en fait, toutes ces décisions se fondent sur le même principe,

« Est présumé Accident du travail tout Accident qui s'est produit sur le lieu du travail ».

Dans certaines décisions, la jurisprudence a même été jusqu'à étendre le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 à

(1) Trib. Civ. Seine 7 février 1905. Rec. min. trav., T. VI, p. 126.

un ouvrier blessé dans son domicile même. Il en a été jugé ainsi notamment par la Cour de Cassation pour l'ouvrier qui emportait chez lui son matériel de travail au vu et au su de ses chefs. La Cour relève la circonstance que l'ouvrier n'avait pas d'endroit dans l'exploitation où déposer son matériel de travail. Il était donc obligé d'emporter chez lui ce matériel et se trouvait ainsi exposé à des risques. Le chef d'entreprise qui n'ignorait pas cet usage, engageait en le tolérant, sa responsabilité.

« Attendu, dit la Cour, que l'arrêt attaqué constate que P... brigadier wagonnier au service de la Compagnie P. L. M., a eu la main gauche mutilée par suite de l'explosion d'un pétard d'alarme qu'il cherchait à fixer à sa lanterne, au moment où il quittait son domicile pour aller prendre son service ; qu'il n'est pas établi que P... eût à la gare de St-Etienne un endroit sûr où il pût déposer le matériel dont il était responsable et qu'en emportant chez lui ce matériel et notamment les pétards, il avait agi comme le faisaient ses camarades, au vu et au su de ses chefs »... (1).

En ce qui concerne les accidents survenus sur le chemin qui donne accès aux lieux de l'exploitation, il y a lieu de distinguer selon que ces chemins sont faciles, sont ceux de tout le monde, ou sont dangereux et ne sont empruntés que par ceux qui se rendent sur les lieux du travail. Dans le premier cas, les accidents

(1) Cass. civ. 24 juin 1905. D. P. 1908, 1.128.

survenus aux ouvriers et employés se rendant à leur travail ne sont pas considérés comme des accidents professionnels. En effet, cet accident eut pu arriver à toute personne ou à l'ouvrier lui-même à tout autre moment. Ces chemins ne présentent pas de dangers spéciaux.

Il en est autrement dans le deuxième cas, lorsque l'on ne peut arriver sur les lieux de l'exploitation que par des chemins difficiles ou dangereux. Il n'est pas possible, dans ce cas, d'éviter le danger. Aussi les accidents survenus dans le trajet, soit à l'aller, soit au retour ont-ils été considérés avec raison par la jurisprudence comme accidents professionnels. Il en est ainsi notamment de l'accident survenu à l'ouvrier employé à changer les manchons des becs de gaz dans une gare de chemins de fer et obligé de suivre la voie pour se rendre sur les lieux du travail (Montluçon 22 juin 1900 — Rec. min. trav. T. I p. 356); au terrassier occupé par une compagnie de chemins de fer, et tamponné par une locomotive alors qu'il allait prendre place dans un train qui devait le ramener gratuitement à son domicile (Seine, 24 août 1900 D. P. 1901. 2.276); à l'ouvrier obligé de traverser la voie ferrée pour se rendre à son poste (Cour d'appel d'Amiens 15 novembre 1905. Rec. min. trav. T. IX p. 49.

Une décision toute récente a fait une curieuse application de ce principe. L'espèce est d'autant plus intéressante, qu'elle se compliquait d'un cas de force majeure : les inondations de 1910.

Une jeune couturière descendant l'escalier de service, sa journée terminée. Il faisait si noir, qu'arrivée au bas de l'escalier faiblement éclairé par des bougies, elle glissa sur les deux dernières marches et tomba. Dans sa chute, elle se brisa la rotule. Ses patrons assignés en paiement de rente, soutinrent qu'il ne pouvait y avoir accident de travail puisque celui-ci s'était produit après le départ de l'ouvrière et que d'autre part on ne pouvait leur imputer l'obscurité de l'escalier. Le tribunal fit justice de ces arguments et déclara qu'il y avait bien accident du travail.

« Attendu, dit-il, que la demoiselle L. M... a été blessée à l'occasion de son travail, le contrôle et la responsabilité des patrons existant jusqu'au seuil de l'immeuble duquel dépend l'atelier de travail que venait de quitter l'accidentée.

Què, au surplus, l'accident a été motivé par le défaut d'éclairage auquel auraient dû pourvoir les patrons, le gaz, par suite des inondations faisant défaut ». (Trib. Seine 9 décembre 1911. *Le Journal* 10 décembre 1911).

En décidant que les patrons auraient dû pourvoir au défaut d'éclairage, le Tribunal a poussé très loin la notion de responsabilité du chef d'entreprise. Celui-ci doit veiller à la sécurité de ses ouvriers et ne peut se décharger de cette obligation de sécurité sur le compte d'autrui.

Nous avons ainsi examiné les accidents survenus hors les lieux de l'exploitation aux ouvriers et employés qui doivent en principe, rester sur ces lieux ; nous allons

maintenant examiner les accidents survenus à ceux qui ne s'y trouvent presque jamais.

Dans ce cas, le lieu de travail se déplace en même temps que le travailleur : il est partout où celui-ci accomplit son travail. Tel est le principe qu'il n'est pas toujours facile d'ailleurs d'appliquer. Les voituriers, les garçons livreurs, les voyageurs de commerce, etc., jouissent en effet d'une grande indépendance, il est parfois délicat d'apprécier si un acte était accompli en vue du travail ou pour une cause étrangère au travail.

La jurisprudence s'est longtemps montrée très réservée dans cette appréciation, notamment en ce qui concerne le cas si fréquent des voyageurs de commerce. Il fallait que la relation entre l'accident et le travail soit nettement établie, pour que ces employés puissent prétendre au bénéfice de la loi du 12 avril 1906, à raison des accidents qui leur arrivent dans leurs déplacements. C'est ainsi qu'il avait été jugé que le commis voyageur qui s'était cassé la jambe chez un client où il se trouvait pour affaires, était bien victime d'un véritable accident professionnel et avait droit aux indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898 (1).

Au contraire, n'avait pas été considéré comme accident du travail l'accident survenu à un voyageur de commerce qui était tombé dans un hôtel en poussant la table sur laquelle il écrivait. Les motifs d'une décision

(1) Trib. Seine 11 juillet 1908 — Rec. min. trav. 1908. p. 146

d'un juge de paix de Paris sur la question sont à retenir :
« Attendu, dit-il, que pour les ouvriers ou employés sédentaires, il est relativement facile de savoir si des ouvriers ou employés, occupés sous la dépendance, la surveillance et le contrôle de leurs patrons responsables travaillent bien, dans un endroit franchement indiqué et aux jour et heure établis à l'avance ;

Que, pour les voyageurs de commerce, la question se présente hérissée de difficultés qui tiennent plus au caractère professionnel qu'à la mauvaise volonté des hommes... qu'il n'est guère possible pour un marchand ou un manufacturier de suivre un commis voyageur qui emploie son temps et ses loisirs à sa guise, sans être soumis à aucune réglementation légale, dans des villes ou des villages éloignés où l'œil du maître ne peut ni rien voir ni rien distinguer . (1)

Ces considérations peuvent se défendre, mais il y a quelques lignes plus loin un motif tout à fait inattendu « Attendu qu'on ne doit pas considérer la chambre d'hôtel, d'auberge, de maison meublée, comme un simple logis de passage, mais comme une annexe, une succursale, un prolongement de l'atelier, de l'usine, du magasin et du bureau que le commis voyageur choisit à sa convenance et que le patron responsable ne peut pas lui imposer ».

Mais n'est-ce pas précisément pour cela, parce que la chambre d'hôtel doit être considérée comme un

(1) Justice de Paix de Paris 2 avril 1909. Réc. min. trav. T. XII p. 26.

prolongement du lieu de l'exploitation, que les accidents survenus dans cette chambre doivent être considérés comme accidents du travail ?

D'autre part, pour déclarer que les accidents survenus aux commis voyageurs dans les hôtels, établissements publics, cafés, etc, ne sont pas des accidents professionnels, les décisions que nous venons de citer donnaient comme principal motif que la surveillance du patron ne pouvait s'y exercer. Nous ne sommes pas de cet avis. Ce sont les nécessités du travail qui obligent le commis voyageur à se loger à l'hôtel où la sécurité est évidemment moins grande que dans un domicile privé. Les voyageurs sont, dans les hôtels, exposés à une foule d'accidents qui ne les menacent pas dans leur domicile particulier. Une des causes les plus fréquentes d'accidents tient à l'ignorance des lieux : combien de chutes par exemple se produisent dans les escaliers d'hôtel qui ne se produiraient pas dans les escaliers de maison particulière ? Et en quoi la surveillance du patron s'exerce-t-elle davantage dans le domicile d'un de ses clients que dans un hôtel ? Qu'est-ce que cette surveillance fictive ?

Un arrêt récent de la Chambre Civile de la Cour de Cassation est venu donner raison à notre théorie.

La Cour estime, et c'est là la seule théorie vraiment conforme au risque professionnel, que le lieu du travail se trouve partout où le travail s'accomplit.

Le commis-voyageur d'un commerçant est au lieu du travail, lorsqu'il se trouve au lieu où l'a appelé

l'exercice des fonctions auxquelles l'assujettit le contrat de louage de services passé entre lui et son patron.

Et l'accident qui lui advient audit lieu doit être tenu pour arrivé à l'occasion du travail, alors même qu'il ne pourrait être considéré comme une conséquence de sa profession et devrait être, au contraire, attribué à sa maladresse ou au hasard (1).

Il s'agissait en l'espèce d'un commis-voyageur blessé dans une chute par lui faite en rentrant à son hôtel sous la conduite d'un client auquel il venait de proposer un marché.

La question se trouve donc tranchée dans un sens favorable aux commis-voyageurs.

Ainsi la Chambre Civile se montre de plus en plus libérale sur la notion de relation entre l'Accident et le travail : C'est la notion du lieu, *aussi élargie que possible* qui l'emporte. Ainsi que nous l'avons déjà dit : L'accident causé au lieu du travail est un Accident du Travail. Il n'est pas nécessaire que le travail en ait été la cause, il suffit qu'il en ait été l'occasion. La Chambre Civile montre très nettement ce point, puisqu'elle rejette l'exception tirée de ce que l'Accident ne serait pas la conséquence de la profession, mais serait au contraire imputable à la maladresse et au hasard.

Cette jurisprudence se rattache donc très étroitement à celle que nous avons citée au début de ce chapitre et qui est relative à la présomption qui existe en faveur de la victime.

(1) Cassat. Civile, 20 avril 1912. Gaz. Trib. n° 94 an. 1912.

CHAPITRE QUATRIÈME

CIRCONSTANCES ÉTRANGÈRES AU TRAVAIL

Il ne faudrait point prendre à la lettre l'expression de « circonstances étrangères au travail ». Elle est simplement une dénomination commode pour englober les accidents dans lesquels le travail semble, en apparence, avoir joué un rôle moins direct. Et ici encore pour déterminer s'il y a ou non accident du travail, il faut rechercher si l'accident est bien survenu à l'heure et au lieu du travail. C'est le critérium posé par la jurisprudence, notamment par celle de la Chambre civile de la Cour de Cassation. « Tout accident, dit la Cour, dans un récent arrêt, survenu à l'heure et au lieu du travail, est un accident du travail, et le chef de l'entreprise assujettie n'est point déchargé de la responsabilité qui lui incombe, d'après la loi de 1898, ni parce que la faute d'un tiers ou celle de la victime a causé l'accident, ni parce qu'il a été occasionné par des *circonstances étrangères au travail*, autres que les forces de la Nature ». (1).

(1) Cassat. Civ. Janv. 1912. Gaz. trib. 26 Janv. 1912.

Cet arrêt en même temps qu'il nous pose le principe que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail est accident du travail, indique une exception importante. Celle des accidents causés par l'action des forces de la nature, autrement dit des accidents causés par la force majeure.

Paragraphe I

ACCIDENTS CAUSÉS PAR LA FORCE MAJEURE

La jurisprudence et la doctrine s'attachent aujourd'hui à distinguer la force majeure du cas fortuit avec lequel on l'a pendant longtemps confondue. On voyait autrefois dans ces deux expressions que les rédacteurs du Code Civil semblent avoir indifféremment employées, comme une redondance, un « cumul de vocables ». La doctrine et la jurisprudence actuelles estiment au contraire qu'il y a entre ces deux expressions une différence considérable : le cas fortuit désigne l'obstacle à l'exécution provenant des conditions mêmes de l'exploitation, tandis que la force majeure, est caractérisée par l'extériorité, c'est-à-dire « par l'action d'un agent naturel ou humain faisant en quelque sorte irruption du dehors pour empêcher le débiteur d'accomplir normalement ce à quoi il s'est engagé. » (Thaller, *Traité de dr. com.* n° 1198.)

La force majeure, dit M. Colin (1), « c'est toujours

(1) Note dans D. P. 1904. 2. 73.

la force irrésistible, l'acte de Dieu des Anglais (tempête, foudre) le fait du prince, le fait de guerre, la violence armée, l'obstacle absolu en ce sens qu'il aurait arrêté n'importe qui comme le débiteur lui-même, la force ennemie majeure, c'est-à-dire plus forte que n'importe quelle force ».

Partant de cette distinction, certains auteurs, malgré que la Chambre civile ne distingue pas au point de vue de la libération du débiteur entre le cas fortuit et la force majeure, ont voulu cependant établir une distinction entre ces deux cas, dans le premier cas, la responsabilité du débiteur serait moins complètement dégagée que dans le second.

En ce qui nous concerne, nous estimons que cette distinction ne doit pas être faite en matière d'accidents du travail. Il ne s'agit pas de savoir quelle a été la cause de l'accident, il s'agit de savoir s'il est survenu à l'occasion du travail. Peu importe que cette cause soit due à un cas fortuit ou à une force majeure.

En voulant cependant tenir compte de cette distinction dans l'application de la loi du 9 avril 1898, la jurisprudence a été amenée à des conséquences tout à fait fâcheuses. Il en est résulté, ainsi que nous allons le voir, des flottements et des incertitudes qu'il eut été facile d'éviter.

L'arrêt de principe rendu sur la matière par la Cour de Cassation est du 10 décembre 1902 : « En principe, dit la Cour, la loi du 9 avril 1898 ne s'applique pas aux accidents dus à l'action des forces de la nature, même

quand ils sont survenus pendant le travail. Il n'en serait autrement que si le juge du fond constatait que le travail a contribué à mettre lesdites forces en mouvement ou qu'il en a aggravé les effets » (1).

Ces quelques lignes résument tout l'état de la jurisprudence sur la question. Bien que datant déjà de près de dix ans, elles sont toujours actuelles. La jurisprudence française n'a pas varié sur la question, elle n'a pas, comme nous le verrons, suivi la même évolution que la jurisprudence allemande. Il y a quelques jours à peine la Chambre des requêtes déclarait encore « qu'en principe, la loi du 9 avril 1898, ne s'applique pas aux accidents dus à l'action des forces de la nature (foudre) même quand ils sont survenus pendant le travail et il n'en est autrement que si le juge du fait constate que le travail a contribué à mettre ces forces en mouvement ou qu'il en a aggravé les effets » (2). La jurisprudence tient toujours à ce principe : les accidents causés par la force majeure ne sont pas accidents du travail, ils ne le deviennent que si le travail a provoqué ou aggravé les effets de la force majeure.

C'est ainsi notamment que le Tribunal Civil de la Seine a, par jugement du 23 décembre 1905, déclaré que l'ouvrier foudroyé pendant son travail ne pouvait prétendre au bénéfice de la loi du 9 avril 1898 (3). Il en

(1) S. 1903, I. 28.

(2) Req. 30 avril 1912. Gaz. trib. 2 Mai 1912.

(3) Rec. min. trav. T. VII, p. 17,

est de même du gardien de l'usine tué par un coup de vent (1), de l'ouvrier tué par la chute d'un arbre abattu par l'ouragan (2). C'est là, dit le Tribunal, un phénomène naturel échappant à toute prévision et sans aucun rapport avec le travail dont X... était chargé et ayant le caractère de force majeure.

Toutefois, et par application du principe énoncé ci-dessus, lorsque le travail s'accomplit dans des conditions telles qu'il provoque ou aggrave les effets de la foudre, les accidents causés par la foudre sont considérés comme des accidents du travail. Il peut arriver par exemple que le matériel, l'outillage soit cause de la chute de la foudre. Tel est le cas où la foudre a été attirée par des câbles électriques. Ainsi en a jugé le Tribunal de Grenoble qui déclare par jugement du 31 mai 1902 « que la foudre a bien été la cause initiale de l'accident, puisque l'installation industrielle des courants électriques à l'intérieur de l'usine en a été la cause immédiate et directe, créant ainsi un danger spécial sans lequel le sinistre ne se serait pas produit ». C'est, dans d'autres cas, le lieu de travail qui expose particulièrement les ouvriers aux risques de la foudre : tel est le cas d'ouvriers maçons restés sur leurs échafaudages, c'est-à-dire sur un endroit élevé (3). Il est reconnu en effet que la foudre s'abat de préférence

(1) Cour d'appel de Nancy, 24 juillet 1903. Rec. min. trav. T. IV, p. 82.

(2) Rec. acc. du trav. 1902, p. 38.

(3) Trib. de paix de Villembaume 26 janvier 1906. D. P. 1906. 5.22.

sur les endroits élevés : sommets des grands arbres, clochers, etc. L'ouvrier que son travail oblige à rester à des endroits sis à de grandes hauteurs, s'y trouve donc spécialement exposé.

La jurisprudence se prononce dans le même sens en ce qui concerne les accidents causés par les inondations ou les insolations. Le Tribunal de Marseille notamment a exclu du bénéfice de la loi du 9 avril 1898 les ayants-droit d'un ouvrier qui avait péri dans une inondation (1). Il n'est peut-être pas inutile de faire remarquer ici que les décisions relatives à des cas d'inondation sont fort rares.

Beaucoup plus nombreuses sont celles relatives à des cas d'insolation. C'est d'ailleurs dans un cas d'insolation que l'arrêt du principe du 10 décembre 1902 susvisé a été rendu. L'insolation ne constitue un accident du travail que lorsqu'elle a été aggravée ou provoquée par le travail imposé à la victime. Tel est le cas où le travail oblige un ouvrier à travailler en plein soleil et par des températures élevées. Ainsi, l'ouvrier d'une entreprise de bâtiments frappé d'insolation sur un échafaudage a été considéré comme victime d'un accident du travail, bien que son patron soutint que l'accident était dû au cas fortuit d'une congestion cérébrale (2). De même l'ouvrier camionneur frappé

(1) 19 mai 1908. Rec. min. trav. T. XI, p. 26.

(2) Justice de paix de Villejuif 26 septembre 1899, rec. min. trav. T. I, p. 3.

d'insolation pendant qu'il disposait en meule des bottes de foin (1), l'ouvrier d'une entreprise de transports frappé en chemin d'insolation (2) ; le contrôleur d'omnibus obligé de se tenir sur le milieu de la chaussée (3).

A côté des cas de foudre ou d'insolation, on pourrait citer d'autres cas tout à fait caractéristiques.

Nous croyons que cette jurisprudence est contraire à l'idée du risque professionnel. Si l'ouvrier a été tué ou blessé par la foudre, par l'inondation ou par l'insolation n'est-ce point parce que son travail l'obligeait à se trouver à l'endroit même où ces accidents se sont produits ? La relation entre l'accident et le travail n'est-elle pas manifeste ? N'y a-t-il pas accident survenu pendant le temps et sur le lieu du travail ?

Sans doute, il peut paraître rigoureux de rendre le chef d'entreprise responsable d'événements qu'il est complètement impuissant à prévenir ou arrêter, mais il ne faut pas perdre de vue que la situation de l'ouvrier est infiniment plus intéressante en l'espèce que celle du patron. C'est là d'ailleurs un argument étranger à la question du risque professionnel. Le patron qui se trouve à plusieurs kilomètres de l'endroit où s'effectue la paie, peut-il arrêter le bras du voleur qui frappe le contremaître porteur de l'argent des ouvriers ? La

(2) Versailles 20 décembre 1900. D. P. 1901. 2.239.

(3) Saumur 23 novembre 1899. Rec. min. trav. T. I, p. 131.

(4) Cour. cass. 2 mars 1904. D. P. 1904. 1.533.

jurisprudence qui n'a pas hésité dans ce cas à le rendre responsable de l'accident ainsi causé aurait dû décider de même dans le cas de la foudre. Une telle jurisprudence s'expliquerait encore si la loi française était conçue comme la loi belge qui, dans son article 2 dégage formellement la responsabilité du patron lorsqu'il prouve que l'accident a pour cause ou la force majeure ou des actes criminels ou délictueux imputables à d'autres personnes que celles mentionnées dans l'article I « (c'est-à-dire les personnes étrangères à l'entreprise) ». Mais il n'en est rien : la loi française est conçue dans des termes très larges qui permettent, bien mieux, qui exigent, que les accidents dus à la force majeure soient considérés comme accidents professionnels lorsqu'ils sont survenus à l'occasion du travail.

La jurisprudence allemande s'est montrée plus libérale que la jurisprudence française. Elle a eu, il est vrai dans les premières années d'application de la loi, les mêmes tendances restrictives, elle exigeait, elle aussi que le travail ait provoqué ou aggravé les effets de la force majeure. Mais elle n'a pas tardé à s'affranchir de ces considérations, notamment en ce qui concerne la foudre.

La décision que nous reproduisons ci-dessous montre en quelques lignes cette évolution :

« Attendu que S... a été tué par la foudre sur le lieu et au moment du travail, cela n'est pas douteux, et ne paraît pas dénié par la corporation. Seule l'origine

professionnelle de l'accident est contestée, et cependant elle n'est pas moins certaine, même si l'on se place au point de vue de la jurisprudence antérieure, qui exigeait la preuve des faits constitutifs d'une aggravation des risques de la foudre au lieu même de l'accident, et si l'on n'admet pas avec la jurisprudence nouvelle, que le fait même d'être frappé par la foudre sur le lieu et au moment du travail implique nécessairement l'existence à cet endroit et à ce moment d'un danger plus grand qu'ailleurs, c'est-à-dire d'une aggravation de risques qui, sans l'activité professionnelle n'aurait pas existé. Il est en effet reconnu aujourd'hui par la science météorologique que la foudre ne suit pas une direction quelconque au gré du hasard, mais qu'elle obéit à des lois naturelles inflexibles et que là où elle est tombée, il y avait nécessairement un concours de circonstances qui l'y avaient spécialement attirée. »

La justesse de ces considérations est du reste rendue palpable par l'efficacité des paratonnerres. De ces données scientifiques, l'Office impérial a tiré cette conclusion qu'il devenait inutile d'exiger la preuve des circonstances qui avaient attiré la foudre sur l'endroit où elle est tombée ; quelles qu'aient été ces circonstances, en effet, il est certain que le point touché par elle était spécialement menacé, et si l'ouvrier s'y trouvait pour son travail, il a succombé au risque que ce travail avait aggravé... (1).

(1) 29 mai 1906. S. 1909. 4.25.

L'Office impérial allemand pose donc en principe que la foudre tombe toujours à des endroits déterminés et que le seul fait pour l'ouvrier de se trouver dans l'un de ces endroits l'expose à un risque professionnel. Il serait à souhaiter non seulement que la jurisprudence française suive l'Office impérial dans cette voie, mais encore qu'elle n'hésite pas à ranger parmi les accidents professionnels les accidents causés par la force majeure.

Paragraphe II

TRAVAUX ÉTRANGERS AUX TRAVAUX HABITUELS DE L'EXPLOITATION

La jurisprudence distinguait, dans les premières années d'applications de la loi, selon que ces travaux sont exécutés dans l'intérêt de l'exploitation ou dans l'intérêt privé du patron. C'était la subtile distinction de Monsieur Jacques, cuisinier ou cocher : le patron est tantôt industriel, tantôt homme privé. Dans le premier cas, il tombait sous la loi du 9 avril 1898, dans le deuxième, il lui échappait. La jurisprudence a rendu dans ce sens une foule de décisions. A dire vrai, et c'était ici que la subtilité de la jurisprudence apparaissait, ce n'était pas seulement au but pour lequel le travail est exécuté que la jurisprudence s'attachait, c'était encore à la nature du travail.

Par exemple, un arrêt de la Cour de Cassation (28 février 1910) refusait le bénéfice de la législation du

risque professionnel à un ouvrier d'usine qui abattait un arbre dans le jardin de son patron, motif pris de ce que cette opération n'était point « effectuée pour les besoins de l'entreprise », mais « seulement pour donner plus d'air au jardin et le rendre d'aspect plus agréable ». Dans le même sens, un arrêt de la même cour du 5 décembre 1910 (1) considérait comme accident professionnel un accident survenu à un gardien de chantier occupé à tendre des draps le long d'un mur de l'entreprise pour le passage d'une procession, l'employeur ayant fait exécuter ce travail en considération de sa clientèle et pour le bon renom de son établissement industriel. Dans une décision beaucoup plus ancienne, le Tribunal de Saint-Gaudens avait refusé le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 à un ouvrier qui, sur l'ordre de son patron, avait fait partir des bombes pour fêter l'arrivée du général Galliéni dans sa ville natale et avait été blessé au cours de cette opération. (Saint-Gaudens, 12 mars 1900, Rec. min. tr. T. I p. 239).

En ce qui concerne la nature du travail, un jugement du Tribunal civil de Cambrai du 6 juin 1901 (2) avait admis au bénéfice de la loi du 9 avril 1898 un ouvrier camionneur occupé à transporter des briques pour la construction d'une maison destinée au logement particulier de son patron. C'est en vain que le patron

(1) Bulletin Off. du Trav. mai 1911 p. 300.

(2) Rec. min. trav. t. I p. 584.

soutenait qu'il y avait là un travail domestique n'ayant aucun caractère industriel ou commercial. Le Tribunal rejeta cette exception, estimant que la victime avait été blessée dans l'accomplissement de la fonction à laquelle il avait été proposé « sans même soupçonner qu'il avait été tacitement et par la volonté unique de son patron, contrairement à son contrat de louage, détourné de sa destination habituelle pour un travail domestique et soustrait, à son insu, au bénéfice du risque professionnel; qu'on ne saurait, sans violer le droit et l'équité, reconnaître au patron la faculté d'aggraver de par sa seule volonté les conditions dans lesquelles s'effectuera désormais le travail de son ouvrier ».

But du travail et nature du travail, tels sont donc les deux points que la jurisprudence considérait pour décider s'il y a ou non accident du travail dans les termes de la loi du 9 avril 1898. La jurisprudence de l'Office impérial des assurances allemand, d'ordinaire plus libérale que la jurisprudence française, se prononce encore dans le même sens sur cette question. C'est ainsi que le bénéfice de la loi d'assurances contre les accidents du travail a été refusé à l'ouvrier d'une fabrique de machines qui avait été blessé en nettoyant pour le compte personnel de son patron un ciel ouvert de la maison du travail, au maître verrier qui avait fait une chute en allant chercher une paire de bottes pour le fils de son patron, au garçon meunier blessé en conduisant, sur l'ordre de son maître, une vache au

taureau. (Office imp. années 1888, 1889, 1890 et 1894, Handb, p. 60 et 61). Le bénéfice de la législation contre les accidents a été, au contraire, accordé à l'ouvrier vernisseur d'une fabrique blessé en cirant incidemment pendant la durée de son travail habituel, un parquet du logement privé de son patron, lequel logement était situé dans l'intérieur même de l'usine. (Off. imp. 11 nov. 1892, Handb p. 62). De même, l'Office impérial des assurances n'a pas hésité à considérer comme accident professionnel l'accident survenu à un ouvrier blessé en faisant partir des bombes, sur l'ordre de son patron, le jour de la Fête Nationale. Les motifs de cette décision sont curieux, sinon péremptoires : « Les grandes exploitations, y est-il dit, ayant besoin et profitant en maintes circonstances de la protection et de la sollicitude de l'Etat, doivent, lorsque l'occasion s'en présente, manifester publiquement leur reconnaissance et leur estime envers les autorités constituées. Par suite, les manifestations auxquelles elles se livrent le jour de la Fête Nationale sont des travaux accessoires dont les risques sont garantis par le patron ». (16 mai 1893 et 13 janvier 1893, Handb p. 59). C'est pousser un peu loin l'étatisme.

Les distinctions de la jurisprudence que nous venons de rapporter nous apparaissent aujourd'hui comme très subtiles. Sans doute, la loi du 6 avril 1898 est une charge qui pèse sur l'industrie et le commerce et ce n'est qu'en tant qu'industriel et commerçant que le chef d'entreprise doit être appelé à la supporter.

Mais ce principe très simple est souvent bien difficile à appliquer, et cela ne va pas sans quelque injustice. On prive l'ouvrier de la protection sur laquelle il était en droit de compter. L'ouvrier est obligé d'obéir à son patron. Voici, par exemple, cet ouvrier d'usine que son patron distrait de sa besogne habituelle professionnelle pour l'occuper pendant quelques heures seulement à des travaux d'ordre domestique. Peut-il refuser, peut-il, s'armant des décisions de la jurisprudence, venir dire qu'il y a là une aggravation du contrat de travail ? Ces raisonnements sont peut-être excellents en théorie, mais ils ne tiennent pas un instant devant les faits. Et si l'on ne veut pas quitter le terrain des principes, ne peut-on pas soutenir avec quelque raison que le travail industriel ou commercial est bien, en définitive, la cause de l'accident ? N'est-ce pas le travail qui a mis en relation l'ouvrier et le chef d'entreprise, si l'ouvrier a été incidemment appelé à des travaux d'ordre domestique, n'est-ce point parce qu'il était occupé à des travaux d'ordre industriel ou commercial. C'est bien ici le cas d'appliquer le principe : *accessorium sequitur principem*.

Aussi bien, ces considérations semblent avoir aujourd'hui triomphé. Plusieurs arrêts de la Chambre civile rendus au cours de ces deux dernières années ont admis au bénéfice de la loi du 9 avril 1898 des victimes d'accidents survenus à l'occasion de travaux étrangers à l'entreprise. Tel est le cas d'un jeune ouvrier fleuriste blessé en portant des fleurs sur la tombe du mari de

sa patronne (1). « Attendu, dit la Cour, que l'employé d'un commerçant, victime d'un accident au service de son patron, bénéficie des dispositions de la loi du 12 avril 1906, alors même que son patron ne fit pas acte de commerce, lorsqu'il lui a donné l'ordre dont l'exécution a causé l'accident ». Il a été jugé aussi que lorsque un ouvrier a été blessé pendant une course par lui faite d'ordre de son patron, le juge, pour lui refuser le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, ne saurait se fonder sur cet unique motif que l'objet de cette course était étranger à l'entreprise (2). (Il s'agissait, en l'espèce, de rapporter de la gare voisine, un objet de toilette destiné à la fille du patron).

De même, la Cour de Cassation a déclaré que (3) « le chef d'une entreprise assujettie à la loi du 9 avril 1898 demeure soumis, dans ses rapports avec les ouvriers qu'il embauche et qu'il dirige, à la responsabilité que cette loi met à sa charge, alors même que l'accident serait survenu au cours de travaux exécutés sur sa propriété et pour son compte particulier ».

Nous ne pouvons qu'approuver cette jurisprudence pour les motifs exposés plus haut.

(1) 16 mai 1911, Rec. min. trav. T. XIV p. 271.

(2) Cass. civile 20 juin 1911. G. T. 8 oct. 1911.

(3) Civile 10 juill. 1911. G. T. 19 nov. 1911.

Id. Civile 19 janv. 1912. G. T. 12-13 fév. 1912.

Paragraphe III

ACCIDENTS CAUSÉS PAR L'ACCIDENT LUI-MÊME

Il peut arriver que l'accident du travail entraîne à son tour un autre accident. Cet accident est, lui aussi, considéré comme un véritable accident professionnel. Rien de plus équitable; cet accident n'est, en effet, que la conséquence du premier, c'est l'accident du travail qui en est la cause directe sinon immédiate.

Tel est, par exemple, le cas d'un ouvrier hospitalisé à la suite d'un accident du travail et qui contracte à l'hôpital la variole (1); de l'ouvrier qui, mal chloroformé, succombe au cours de l'opération nécessitée par l'accident du travail (2); ou qui meurt dans un accès de delirium tremens. Les suites des opérations chirurgicales motivées par l'accident doivent donner lieu à indemnité.

Une des espèces les plus curieuses dans lesquelles la jurisprudence ait eu à se prononcer est celle du suicide ayant pour cause le traumatisme causé par l'accident. Le Tribunal civil de Marseille, par jugement du 9 mars 1909 (Rec. min. trav. t. XII p. 66), n'a pas hésité à admettre au bénéfice de la loi du 9 avril 1898 les ayants droit d'un ouvrier qui s'était donné la mort dans un accès dû à l'ébranlement cérébral occasionné par l'accident dont il avait été victime. La question

(1) Trib. Civ. de Rouen 25 mai 1905. Rec. min. trav. T. VI p. 47.

(2) Trib. Civ. d'Avranches 8 février 1907. Rec. min. trav. T. VIII p. 54.

était délicate : on pouvait soutenir que l'ouvrier était l'auteur volontaire de l'accident, qu'il y avait faute intentionnelle. Le suicide est, en effet, un acte essentiellement volontaire, les polices d'assurances françaises l'excluent dans leurs polices d'assurances-décès. Mais lorsqu'il est dû à la folie, à des troubles cérébraux, cette exclusion ne s'applique point. Dans le cas qui nous occupe, il y avait lieu de tenir compte uniquement de l'influence de l'accident sur le geste de la victime : c'est l'accident qui avait causé le suicide. Il y avait donc lieu à réparation.

CONCLUSION

Ainsi que nous le disions au début de cette étude le législateur n'a pas voulu donner une définition de l'accident du travail, il n'en a pas déterminé les éléments constitutifs. Il s'est rendu compte avec raison que l'on ne pouvait songer à enfermer dans une formule des cas variant à l'infini.

Les Tribunaux ont donc eu un large pouvoir d'appréciation pour déterminer quels sont les accidents survenus « par le fait ou à l'occasion du travail ». Nous venons de voir, sur espèces, comment ils en ont usé, nous devons maintenant chercher à dégager les caractères généraux de leur jurisprudence.

Le premier de ces caractères a été signalé par le Ministre du Travail dans son dernier rapport au Président de la République sur l'application de la loi du 9 avril 1898 : la jurisprudence de la Cour de Cassation, est-il dit dans ce rapport, semble marquer quelque tendance à se manifester plus analytique et plus complexe. Exacte pour la Cour de Cassation, cette constatation ne l'est pas moins pour les Cours d'appel et les

Tribunaux. Dans les premières années d'application de la loi, certaines décisions se sont efforcées de déterminer les conditions de principes nécessaires pour qu'un accident puisse être considéré comme accident professionnel.

Elles ont cherché à dégager les règles générales et fixes auxquelles devraient être soumis les cas particuliers. Nous avons vu quelques-unes de ces décisions : ce sont celles qui ont dégagé les trois éléments de temps, de lieu et de matériel.

Les notions de temps et de lieu dominant aujourd'hui toute la jurisprudence. C'est en effet à ces deux idées que se réfère presque toujours la Cour de Cassation pour décider s'il y a ou non accident du travail. Les arrêts rappellent constamment ce principe : « Doit être considéré comme Accident du travail tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail ». Mais, sous la poussée des faits ces deux notions ont été considérablement élargies. Le principe posé il a fallu l'appliquer, l'interpréter. Et c'est précisément dans cette interprétation qu'est apparue la tendance analytique de la jurisprudence. Qu'est-ce que le temps ? Qu'est-ce que le lieu du travail ? Nous avons vu que la réponse varie souvent, suivant les circonstances spéciales à chaque espèce.

Doit-on s'alarmer de cette complexité ? Nous ne le croyons pas. Sans doute il y a toujours dans une jurisprudence analytique des dangers d'arbitraire. Les justiciables sont un peu livrés à la discrétion des

tribunaux, ils sont incertains sur la nature de leurs droits. Mais il y a lieu de remarquer, en ce qui concerne l'application de la loi du 9 avril 1898, que cet arbitraire ne peut s'exercer que dans les cas douteux dont le nombre est nécessairement restreint. Tout en laissant aux Tribunaux un large pouvoir d'appréciation, le législateur leur a cependant donné une règle à suivre et si elle peut prêter à controverse, l'expression « par le fait ou à l'occasion du travail » ne saurait prêter à équivoque.

Aussi bien, et c'est ici que nous arrivons au deuxième caractère de la jurisprudence, une expérience de plus de dix années montre que les Tribunaux n'ont point fait un mauvais usage de leur pouvoir d'appréciation. On peut dire que, sauf de rares exceptions, la jurisprudence est libérale et conforme à l'idée du risque professionnel. Il y a eu sans doute au début de la loi, de la part de certains magistrats trop imbus des idées du Code Civil, quelques hésitations, quelque répugnance à appliquer les principes du risque professionnel. Mais elles n'ont pas tardé à disparaître, ainsi que se plaisait à le constater le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale. Cependant, il reste encore certains cas dans lesquels la jurisprudence a interprété la loi de 1898 d'une façon trop restrictive. Il en est ainsi notamment du cas de force majeure. De même nous avons rencontré un certain nombre de décisions dans lesquelles les Tribunaux ont déclaré qu'il n'y avait pas accident du travail, alors qu'ils auraient dû

faire application de la faute inexcusable. Ils devaient diminuer, mais non supprimer l'indemnité due à la victime.

Quoi qu'il en soit, et telle qu'elle se présente actuellement, la jurisprudence sur les éléments constitutifs de l'accident soulève peu de critiques. La loi du 9 avril 1898 a donné lieu à de nombreuses protestations tant de la part des victimes que des employeurs : on réclame le paiement du 1/2 salaire dès le lendemain de l'accident, la suppression des petites incapacités permanentes, la diminution des frais médicaux et pharmaceutiques, l'extension de l'assistance judiciaire, etc. etc. Mais la notion même d'accident du travail, la façon dont la jurisprudence l'a interprétée, sont, en général favorablement accueillies par les intéressés. Le principe de responsabilité, de solidarité sociale qui est à sa base ne rencontre pour ainsi dire pas d'adversaires, même chez les patrons. Il suffit, si l'on veut s'en rendre compte, de lire les délibérations des Chambres de commerce, (composées uniquement comme on le sait d'employeurs), sur l'application de la loi du 9 avril 1898. Toutes s'accordent à reconnaître l'excellence de ce principe. Qu'on les compare à celles qui ont précédé la mise en vigueur de la loi et l'on verra la différence de langage.

L'idée du risque professionnel a donc, comme on dit familièrement, fait ses preuves. Elle est aujourd'hui selon l'expression du Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale, définitivement entrée dans les

mœurs. Et c'est pour cela qu'il faut l'introduire définitivement dans nos lois. Sans doute le plus grand nombre des travailleurs bénéficie de la législation sur le risque professionnel, mais quelques-uns encore ne sont pas protégés par elle. Il faut étendre la loi de 1898 non seulement aux maladies professionnelles, à l'agriculture, aux gens de maison, aux professions libérales, mais encore à toute personne louant son travail à une autre. Il faut qu'elle soit applicable dès qu'il y a contrat de travail; il faut donc revenir sur ce point à la première proposition de loi à celle de Martin Nadaud qui avait vu juste.

Le principe une fois posé, il conviendra de l'appliquer avec les modifications propres à chaque situation. Loin de nous la pensée de demander l'extension pure et simple de la loi du 9 avril 1898 à tous les employeurs. Nous demandons seulement que le principe du risque professionnel, de responsabilité sociale, qui se trouve à la base de cette loi, reçoive son application dans tout contrat de travail.

Lu et approuvé : *Le Président,*
CAPITANT.

Vu : *Le Doyen,*
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L'Inspecteur d'Académie, Albert CAHEN.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
-------------------	---

CHAPITRE PREMIER

L'accident du travail antérieurement à la loi du 9 avril 1898. — La doctrine. — La jurisprudence. — Les travaux préparatoires	9
---	---

CHAPITRE II

L'accident et la maladie.....	20
-------------------------------	----

CHAPITRE III

L'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail.	29
Paragraphe 1 : Le Matériel.....	34
Paragraphe 2 : Le Temps.....	39
Paragraphe 3 : Le Lieu.....	47

CHAPITRE IV

Circonstances étrangères au travail.....	61
Paragraphe 1 : La force majeure.....	62
Paragraphe 2 : Travaux étrangers à l'exploitation.....	70
Paragraphe 3 : Accidents causés par l'accident lui-même	76
CONCLUSION	79
